1868

Le associazioni si ricevono in Firenze dalla Tipografia EREDI BOTTA, via del Castellaccio.

Nelle Provincie del Regno con *vaglia postale* affrancato diretto alla detta Tipografia e dai principali Librai. — Fuori del Regno, alle Direzioni postali.

Le associazioni hanno principio col 1° d'ogni mese.

GAZZETTA UFFICIALE
DEL REGNO D'ITALIA

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI COMPRESE LE DOMENICHE

N° 278

Le inserzioni giudiziarie 25 centesimi per linea o spazio di linea.

Le altre inserzioni 30 cent. per linea o spazio di linea.

Il prezzo delle associazioni ed inserzioni deve essere anticipato.

Un numero separato cent. 20.
Arretrato centesimi 40.

PREZZO D'ASSOCIAZIONE

		Anno	Semestre	Trimestre
Per Firenze	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 42	22	12
Per le Provincie del Regno		» 46	24	13
Svizzera		» 58	31	17
Roma (*franco ai confini*)		» 52	27	15

FIRENZE, Lunedì 12 Ottobre

PREZZO D'ASSOCIAZIONE

		Anno	Semestre	Trimestre
Francia	Compresi i Rendiconti ufficiali del Parlamento	L. 82	48	27
Inghil., Belgio, Austria e Germ.		» 112	60	35
Id. per il solo giornale senza i Rendiconti ufficiali del Parlamento		» 82	44	24

PARTE UFFICIALE

Il numero 4615 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5 dello Statuto del Regno;

Sentito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del Nostro presidente del Consiglio dei ministri e ministro segretario di Stato per gli affari esteri,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. Piena ed intiera esecuzione sarà data alla dichiarazione firmata in Vienna addì 22 luglio 1868 dai delegati dei Governi d'Italia e di altri Stati, per la soppressione reciproca delle spese di trasporto dei telegrammi per mezzo della posta.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze, addì 13 settembre 1868.

VITTORIO EMANUELE.

L. F. MENABREA.

DÉCLARATION

Les soussignés, membres délégués de la Conférence télégraphique internationale de Vienne, considérant que l'article 64 de la Convention révisée par cette Conférence comprend, au nombre des réserves, le droit pour les Etats contractants, de prendre des arrangements particuliers, à l'effet de supprimer réciproquement les taxes accessoires du transport des dépêches par la poste, déclarent, sous réserve de l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, que la suppression de ces taxes, dans les relations entre les offices télégraphiques représentés par les soussignés, prendra cours dès la mise à exécution de la Convention révisée.

Les dépêches ordinaires et recommandées, qui doivent être remises à destination par voie postale, seront remises à la poste comme lettres chargées, par le bureau télégraphique d'arrivée, sans frais pour l'expéditeur, ni pour le destinataire, à moins qu'il ne s'agisse de correspondances qui traversent la mer, soit par suite d'interruption des lignes télégraphiques sous-marines, soit pour atteindre des pays non reliés au réseau des Etats contractants. Dans ce cas les Administrations, qui se chargent de l'expédition des dépêches par la poste, feront connaître, une fois pour toutes, aux autres Administrations, celle des taxes fixes indiquées à l'article 46, qui doit être perçue au départ, en sus de la taxe télégraphique.

Fait à Vienne le 22 juillet 1868.

Allemagne du Nord, V. CHAUVIN.
Autriche et Hongrie, BRÜNNER TAKÀCS.
Bade, ZIMMER.
Bavière, GUMBART.
Belgique VINCENT.
Danemark, FABER.
Espagne, L. M. DE TORNOS.
Grande-Bretagne, G. GLOVER, *L.-Colonel.*
Italie, E. D'AMICO.
Luxembourg, CHEV. FERD. SCHAEFER.
Norvége, C. NIELSEN.
Pays-Bas, STARING.
Perse, C. D. LÜDERS.
Portugal, VALENTINO EVARISTO DO REGO.
Principautés Unies, JEAN J. FALCOIANO.
Russie, C. DE LÜDERS
Suède, G. BRÄNDSTROÏN.
Suisse, L. CURCHOD.
Serbie, MLADEN Z. RADOYCOVIT.
Turquie, G. SERPOS.
Vürtemberg, KLEIN.

Il numero 4616 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5 dello Statuto del Regno;

Sentito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del Nostro presidente del Consiglio dei ministri e ministro segretario di Stato per gli affari esteri,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. Piena ed intiera esecuzione sarà data all'accordo firmato in Vienna addì 22 luglio 1868, fra il delegato del Governo d'Italia da una parte, e i delegati dei Governi d'Austria e d'Ungheria dall'altra, per la riduzione delle tasse per lo scambio delle corrispondenze telegrafiche fra i due Stati.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze, addì 13 settembre 1868.

VITTORIO EMANUELE.

L. F. MENABREA.

ARRANGEMENT PARTICULIER

conclu entre le Delégué du Gouvernement d'Italie d'une part, et les Délégués des Gouvernements d'Autriche et de Hongrie d'autre part.

La correspondance télégraphique entre l'Italie d'une part, et l'Autriche et la Hongrie d'autre part, étant réglée par la Convention internationale de Paris, révisée à Vienne le 21 juillet 1868, les Administrations ont stipulé, aux termes de l'article 64 de ladite Convention, l'arrangement particulier suivant, sous réserve de l'approbation des Gouvernements respectifs.

Art. 1er. Les bureaux italiens de Florence, Milan, Venise, Vérone et Udine, et les bureaux autrichiens de Vienne, Trieste, Klagenfürt et Bolzano, sont chargés exclusivement du service de dépôt international. Les autres bureaux situés sur les fils internationaux peuvent échanger la correspondance dont l'origine et la destination ne dépassent pas les bureaux de dépôt les plus rapprochés, et tous les soirs, à la clôture du service, doivent annoncer au bureau de dépôt de la propre Administration, désigné par elle, le nombre des dépêches ainsi transmises.

Art. 2. Pour faciliter la correspondance entre les deux Etats, les taxes terminales sont fixées comme suit:

A. Antrice et Hongrie:

1. Pour les stations du Tirol du Voralberg, de la Carinthie, de la Carniole, des cercles de Gorice, Trieste et Istrie, du littoral hongrois, et pour les stations des Confins Militaires I. R. situées sur la côte de l'Adriatique, 1 franc;

2. Pour les autres stations des pays représentés dans le Conseil de l'Empire, 2 francs;

3 Pour les stations des pays appartenant à la Couronne de Hongrie, et celles des Confins Militaires I. R (exceptées les stations indiquées au n. 1), 3 francs.

B. Italie:

1. Pour les stations situées dans le territoire limité par le Po, le Tessin et le Lac Majeur, 1 franc;

2. Pour toutes les autres stations, savoir:

a) Pour les dépêches échangées avec les stations indiquées sous *A*, n. 2, 2 francs;

b) Pour les dépêches échangées avec les stations indiquées sous *A*, n. 3, 3 francs.

Cette dernière taxe sera de même réduite à 2 francs dès que la taxe de stations indiquées sous *A*, n. 3, sera baissée à 2 francs

Art 3. La part de l'Italie des taxes terminales et de transit, qui, d'après les tableaux annexés à la Convention internationale révisée à Vienne, sont communes à l'Italie, et à l'Autriche et la Hongrie, est de 80 centimes.

Art. 4. La taxe de 1 franc est fixée pour le transit soit du territoire de l'Administration italienne, soit du territoire de l'Administration I. et R., dans le cas où, par suite de circonstances imprévues, une dépêche est déviée en traversant le territorie de l'autre Administration, pour rentrer au territoire d'origine.

Le contrôle de ces dépêches ne sera fait que par la station de dépôt, qui les réexpédira dans le territoire d'origine.

Art. 5. Les dépêches météorologiques, et celles qui concernent d'autres objets d'intérêt public, sont expédiées en franchise comme dépêches de service.

Les deux Administrations s'entendront sur l'admission et le mode d'expédition de ces dépêches.

Art. 6. Les bureaux de dépôt, tous les soirs à la clôture du service de la journée, doivent s'échanger l'indication du nombre des dépêches transmises, classifiées par État de destination, en se mettant d'accord pour constater l'exactitude du chiffre échangé. Dans le nombre des dépêches transmises, on comprendra celles dont au deuxième paragraphe de l'article 1er Ces données, soigneusement registrées, serviront de base pour la rédaction des comptes internationaux, qui seront réglés d'après les determinations de la Convention de Paris, révisée à Vienne.

Art. 7. Le présent arrangement sera mis en exécution après l'approbation des Gouvernements respectifs, à la même époque que la Convention internationale révisée à Vienne, et aura la même durée que cette dernière Convention.

Dès que cet arrangement entrera en vigueur, la Convention spéciale conclue à Vienne le 16 février 1867 expire.

Fait à Vienne le 22 juillet 1868.

Le Délégué de l'Administration R. d'Italie
E. D'AMICO.
Le Délégué de l'Administration I. et R. d'Autriche
BRÜNNER.
Le Délégue de l'Administration R. de Hongrie
TAKÀCS

Il num. 4617 *della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:*

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visto l'articolo 5 dello Statuto del Regno;

Sentito il Consiglio dei ministri;

Sulla proposta del Nostro presidente del Consiglio dei ministri e ministro segretario di Stato per gli affari esteri,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Articolo unico. Piena ed intiera esecuzione sarà data all'accordo firmato a Vienna addì 22 luglio 1868 dai delegati dei Governi d'Italia, d'Austria, d'Ungheria, di Francia e di Svizzera, relativo alla tassa dei dispacci telegrafici fra i punti in cui i fili telegrafici della Manica toccano le coste della Francia, e gli uffici telegrafici dell'Austria e dell'Ungheria.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Firenze, addì 13 settembre 1868.

VITTORIO EMANUELE.

L. F. MENABREA.

Entre les Délégués des Gouvernements d'Autriche et de Hongrie, de France, d'Italie, et de Suisse, il a été convenu ce qui suit, sous réserve d'approbation.

La taxe entre les points d'atterrissement des câbles de la Manche sur les côtes de France, et les bureaux télégraphiques de l'Autriche et de la Hongrie, est fixée ainsi qu'il suit pour les correspondances échangées entre l'Angleterre et ces bureaux:

France . . . . Fr. 1 50
Suisse ou Italie . . . . » 0 50
Autriche et Hongrie . . . . . » 2 »

Cet arrangement aura la même durée que la convention spéciale conclue, en date de ce jour, entre les Délégués d'Autriche et de Hongrie, de France, de Suisse, de Serbie et de Turquie, et relative à la correspondance des Indes.

Fait à Vienne, le 22 juillet 1868.

L. CURCHOD.
E. D'AMICO.
BRÜNNER.
TAKÀCS.
CH. JAGERSCHMIDT.
COMTE DE DURCKHEIM.

Il num. MMXLV (parte supplementare) della raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno contiene il seguente decreto:

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Visti gli atti comprovanti la legale costituzione della Società anonima per la depurazione del petrolio, sedente in Torino;

Visto il titolo VII, libro I, del Codice di commercio, e il Nostro decreto 30 dicembre 1865, n° 2727;

Sentito il Consiglio di Stato;

Sulla proposta del ministro di agricoltura, industria e commercio,

Abbiamo decretato e decretiamo:

Art. 1. La Società anonima per la depurazione del petrolio, costituita in Torino per pubblico atto del 10 giugno 1868, rogato G. Cassinis, è autorizzata, e ne sono approvati gli statuti inserti al detto atto, sotto l'osservanza delle seguenti prescrizioni.

Art. 2. Agli statuti sociali suddetti sono recate queste modificazioni e aggiunte:

a) In fine dell'art. 23 si aggiunge: « e degli atti espressi nell'art. 139 del Codice succitato. »

b) L'articolo 25 terminerà colla clausola:

« Esso è responsabile verso il Consiglio del-
« l'adempimento di questa disposizione. »

c) Nel 2° paragrafo dell'art. 27, alle parole « *più di venti voti* » si sostituiscono le altre: « *più di dieci voti.* »

d) Nell'art. 28, invece di « venti voti », si dirà « cinque voti. »

e) Al 2° capoverso dell'art. 30 si sostituisce quest'altro:

« Nell'avviso di convocazione dell'assemblea
« generale si deve pubblicare la nota delle ma-
« terie da sottoporsi alle sue deliberazioni. »

f) Al 1° paragrafo dell'art. 33 si aggiunge:

« L'assemblea ha però sempre facoltà di no-
« minare nel suo seno, volta per volta, il pre-
« sidente. »

g) L'art. 46 si chiuderà con questa clausola:

« che sarà pure necessaria nei casi di aumento
« del capitale e di proroga della durata sociale. »

Art. 3. Detta Società è sottoposta alla vigilanza governativa, e contribuirà nelle spese analoghe per annue lire cento cinquanta.

Ordiniamo che il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sia inserto nella raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti del Regno d'Italia, mandando a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Torino, addì 13 agosto 1868.

VITTORIO EMANUELE.

BROGLIO.

VITTORIO EMANUELE II
PER GRAZIA DI DIO E PER VOLONTÀ DELLA NAZIONE
RE D'ITALIA

Sulla proposta del ministro delle finanze;

Visto il parere emesso dal Consiglio di Stato nella sua adunanza del 26 agosto 1868,

Abbiamo decretato e decretiamo:

È approvato l'atto stipulato addì 6 maggio 1868 nell'ufficio di commisurazione di Pieve di Cadore col quale le finanze dello Stato vendono a De Michiel Giovanni Arcangelo gli stabili segnati ai numeri 809 e 1397 della mappa di Domegge, di pertiche censuarie 0,12 e colla rendita di annuali lire 5 85, pel prezzo di fiorini 29 v. a. pari ad italiane lire 71 89.

Il ministro delle finanze è incaricato dell'esecuzione del presente decreto, che sarà registrato alla Corte dei conti e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale del Regno.*

Dato a Firenze, addì 24 settembre 1868.

VITTORIO EMANUELE.

L. G. CAMBRAY DIGNY.

Sulla proposta del ministro della marina S. M. in udienza del 20 settembre 1868 ha collocato a riposo il capitano di porto di 2a classe cav. Spiridione Marsich per anzianità di servizio ed in seguito a di lui istanza.

Elenco di disposizioni nel personale giudiziario fatte

Con RR. decreti del 3 settembre 1868:

Porro Massimiliano, già aggiunto giudiziario, ora sostituto segretario alla procura generale presso la Corte d'appello di Ancona, nominato sostituto procuratore del Re presso il tribunale di Lecce;

Cocchia cav. Canelio, presidente del tribunale civ. e correz. di Teramo, id. consigliere della Corte d'appello d'Aquila;

De Bernardis Beniamino, id. di Taranto, id. di Catanzaro;

Barone Alessandro, id. di Cosenza, tramutato a Teramo;

Rimola Vincenzo, id. di Monteleone, id. a Cosenza;

Cardone Michele, presidente di tribunale civ. e correz., in aspettativa per motivi di salute, richiamato in servizio presso il trib. civ. e correz. di Taranto;

Mantese Carlo, vice presidente del trib. civ. e correz. di Lucera, nominato presidente del trib. civ. e correz. di Matera;

Fauchier Gerolamo, id. di Lanciano, idem di Monteleone;

Villani Ferdinando, giudice del tribunale civ. e correz. di Trani, id. vice presidente del trib. civ. e correz di Lanciano;

Zacco Giuseppe, procuratore del Re presso il trib. civ. e correz. di Messina, provvisoriamente applicato alla procura generale di Messina con le funzioni di sostituto procuratore generale;

Dellino Giuseppe fu Nicola, commerciante, nominato giudice supplente al tribunale di commercio di Bari.

Con RR. decreti del 5 settembre 1868:

Mariani Vincenzo, giudice del tribunale civ. e correz. di Lanciano, tramutato a Fermo;

APPENDICE

DELL'OPPORTUNITÀ E PROFITTO

D'ACCLIMARE IN VARIE PROVINCIE D'ITALIA

ALCUNE PIANTE TROPICALI.

Memoria del sig avv. conte G. Galli, regio viceconsole in Caracas, diretta alle Società d'acclimazione ed agricole italiane.

(Giugno 1868)

Da molti anni una misteriosa malattia, conosciuta con i nomi di *oïdium*, microceto o crittogama, arreca danni incalcolabili nel regno vegetale e pone nella più penosa apprensione il povero agricoltore.

Dalla patata e dal pomodoro in pochi anni il morbo si è gittato sulla vite, sulla canna, sul gelso, sull'olivo, sull'arancio ed ultimamente non lasciò esente neppure il fungo: per sintomi disgraziatamente troppo chiari sembra che esso voglia attaccarsi in alcuni paesi anche ai cereali.

I naturalisti pensano che le non poche malattie, da cui sono affetti questi esseri organici viventi, derivino da un languore di vita originato da cause atmosferiche, le quali turbandone le funzioni fisiologiche, mutano in guisa tale le condizioni della molecola organica che questa non ha la forza sufficiente per respingere da se stessa quei parassiti.

Se da una parte la scienza si propone di apportare un rimedio a questo flagello studiandolo sia nella sua natura che nelle cause che possono ingenerarlo e svilupparlo più o meno rapidamente, una saggia previdenza impone ad ognuno il còmpito di additare intanto quei mezzi che possono colmare il vuoto che esso arreca nel campo della produzione.

A questo intento ho l'onore di presentare all'osservazione ed esame delle società d'acclimazione ed agricole italiane alcune piante tropicali, le quali possono essere con molto profitto coltivate in parecchie delle nostre provincie, in quanto il loro prodotto somministrebbe un potente ausilio all'alimentazione giornaliera della classe bisognosa: oltre a ciò una di quelle piante potrebbe dar luogo ad un ramo d'industria nazionale di non poca importanza.

L'Europa, appena scoperta l'America, ottenne immense ricchezze esplorandone il regno minerale, e forse egli non sarebbe del tutto impossibile il calcolare l'oro, l'argento e le pietre preziose che ricavò dal Messico, dal Perù, dal Brasile, ed ultimamente anche dalla California. Ma maggiori furono quelle che essa seppe ritrarre dal regno vegetale importando piante utilissime e rendendole per sempre sue. Basterebbe meditare solamente i vantaggi che apportarono le sole piante del maïs (*grano turco*), del cotone, e della patata, per non rammentarne molte altre, per restare attoniti innanzi alla potenza immensa della vegetazione, la quale non ha confini nel prodigare i suoi infiniti prodotti.

Noi europei non cessiamo anche presentemente di cercare con perseveranza ostinata i metalli preziosi nascosti nelle contrade ancora sconosciute di questo nuovo mondo, poco o nulla curandoci delle difficoltà, il più delle volte per noi micidiali, che incontriamo nel cammino. Questa nostra insaziabile avidità ci fa troppo trascurare lo studio del regno vegetale, il quale porge sovente, e senza ostacoli, maggiori sorgenti di ricchezze che non danno gli smeraldi ed i diamanti soggetti ad un naturale esaurimento.

Con queste mie parole non intendo annunziare la scoperta da me fatta di un'altra California vegetale per l'Italia; anzi credo che la mia idea non sia interamente nuova; pur tuttavia per l'utilità che essa presenta, a me pare che convenga insistervi segnatamente ora che nella nostra nuova vita nazionale non mancano mezzi, nè opportuni appoggi, nè illuminati incoraggiamenti a vantaggiose imprese.

Il Venezuela, ad eccezione della Colombia e dei paesi situati nell'Equatore, è forse il solo dell'America del Sud che presenti tanta copia e varietà di prodotti vegetali: vi si trovano piante utili al commercio e al lusso della ebanisteria; altre atte a curare le umane sofferenze, a soddisfare abitudini rese omai generali, e, ciò che è più importante, un numero considerevolissimo di piante che servono al comune alimento delle popolazioni.

Dalle diverse opere botaniche di questo paese si rileva che gl'Indiani coltivavano nelle regioni delle palme, prima della scoperta della Costaferma, la yuca (*manihot utilissima*), il maïs (*mais sea*), il platano (*musa paradisiaca*) ed il cacao (*teobroma cacao*): in seguito furono conosciute ed acclimate nelle sue fertili contrade il caffè, il tabacco, il cotone e la canna da zucchero, ecc. ecc.

Tra queste prime piante io ho osservato la yuca, la quale, per il grado di temperatura in cui vegeta in queste valli e su questi monti di Caracas, potrebbe facilmente essere coltivata in Italia con molto profitto.

Nel Venezuela, per non parlare delle altre parti d'America, le popolazioni della vasta Guayana e di gran parte delle altre provincie non hanno altra farina per il loro pane quotidiano che quella somministrata dalla radice di questa pianta, la quale costituisce per ciò un ramo di commercio di molta importanza sia nell'interno del paese, sia nei porti della Repubblica.

A questa pianta aggiungo quelle dell'aracachea e del name (si pronunzia *aracacea* e *gname*) le quali sebbene figurino in una classe secondaria dell'attuale agricoltura del Venezuela, pure non sono meno pregevoli della yuca, poichè possono essere preferite alla nostra patata negli usi alimentizii.

Prima di accingermi a questo studio volli consultare l'opinione di un egregio botanico italiano, il signor professore Parlatore, direttore del R. Giardino botanico di Firenze, il quale con una sua recente lettera non solo espresse la sua piena fiducia nella riuscita del mio progetto, ma mi esortò ad effettuare prontamente la spedizione delle piante per incominciarne senza indugio la coltivazione.

Nel solo scopo adunque di rendere meno scabro alla classe povera il difficile cammino della vita, mi onoro di presentare la descrizione delle piante che propongo, il modo con cui esse sono coltivate nella valle di Caracas, e gli usi che se ne fanno, lasciando alle società d'acclimazione ed agricole il còmpito di additare ai nostri agricoltori il modo di allevarle in Italia, poichè forse le loro funzioni fisiologiche saranno dal nuovo clima modificate in qualche loro parte.

Descrizione della pianta della Yuca.

Essa appartiene alla famiglia delle euforbiacee, ed è la *manihot utilissima* di Pohl (*Plant. Bras. ic. ecc. descript. I, p.* 32 *et* 24).

I suoi sinonimi si trovano completamete descritti nel *Prodromus systematis universalis regni vegetalis*, di De Candolle. *Parte XV, Sezione posteriore, pag.* 1064.

Nei paesi già spagnuoli dell'America si chiama, siccome accennai, yuca; nel Venezuela viene anche nominata *Casabe* o *Casave, pan de sabe, sagu blanco* o *tapioca.*

Abitazione. — Questo vegetale si crede indigeno del Brasile, ove tutte le specie del manihot crescono comunemente, ma, essendo stato coltivato prima della scoperta dell'America, la sua forma selvaggia non è stata più trovata da alcun botanico.

La manihot è una pianta frutticosa e perenne, alta da 2 a 3 metri. La radice è tubercolosa, è più o meno grossa. Il fusto è ramoso superiormente, ad intervalli tubercolato, senza peli e di color cenerino o cioccolata. I fiori sono giallognoli ed un poco porporini o biancastri, disposti in piccole pannocchie ascellari o terminali: queste alcune volte sono unicamente mascoline, altre

Sciarelli Giuseppe, pretore del mandamento d'Aquila, nominato giudice del tribunale civ. e correz. di Lanciano;

Mastelloni Fabio, id. di San Carlo all'Arena, id. di Larino;

Lorenzi Raffaele, giudice del tribunale civ. e correz. di Larino, id, a sua domanda, pretore del mand. di San Carlo all'Arena (Napoli).

Con R. decreto dell'8 settembre 1868:

Ferrari conte Calcedonio, consigliere della Corte d'appello di Trani, collocato a riposo a sua domanda.

Con RR. decreti del 13 settembre 1868:

Savino Nicola, giudice del trib. civ. e correz. di Catanzaro, nominato vice presidente del trib. civ. e correz. di Catania;

Casaccio Lorenzo, id. di Reggio di Calabria, id. di Lucera;

Graziani Cesare, id. di Gerace, tramutato a Catanzaro;

Cassolo cav. Stefano, procuratore del Re al tribunale civ. e correz. d'Alessandria, id. a Torino;

Molinari Luigi, id. di Ivrea, id. ad Alessandria;

Roggeri Edoardo, id. di Ravenna, id. ad Ivrea;

Giusto Teofilo, giudice istruttore al trib. civ. e correz. di Siena, chiamato a reggere la procura del Re del trib. civ. e correz. di Ravenna;

Cagno Tommaso, id. del trib. civ. e correz. di Asti, promosso dalla 2ª alla 1ª categoria;

Schiapparelli Demetrio, id. di Vercelli, idem dalla 3ª alla 2ª id.;

Kruck Ignazio, id. di Voghera, id. id.;

Massa Narciso, presidente del tribunale civ. e correz. di Livorno, id. alla 1ª id;

Latoni Orazio, giudice del trib. civ. e correz. di Macerata, collocato in aspettativa, per motivi di salute, per mesi sei;

De Mita Oronzio, sostituto procuratore del Re al trib. civ. e correz. di Cosenza, dispensato a sua domanda;

Ferrari Carlo Ignazio, giudice al trib. civ. e correz. di Vigevano, tramutato ad Asti;

Villa Giulio, id. di Bobbio, id. a Vigevano;

Vachini Luigi, sostituto procuratore del Re in soprannumero, nominato giudice del trib. civ. e correz. di Bobbio;

Floris Bartolomeo, reggente la procura del Re di Palermo, id. procuratore del Re al trib. civ. e correz. di Palermo;

Ravot-Carbone Michele, id. di Rossano, id. di Rossano;

Ingbilleri Calcedonio, id. di Girgenti, idem di Girgenti;

Denaro Gioacchino, id. di Sciacca, id. di Modica, con incarico di reggere la procura del Re di Sciacca;

Cantoni Giovanni, procuratore del Re al trib. civ. e correz. di Brescia, id. sostituto procuratore generale alla Corte d'appello di Brescia;

Baldini Francesco, id. di Breno, applicato alla procura generale di Brescia, tramutato alla procura del Re al trib. di Brescia;

Campeggi Francesco, sostituto procuratore del Re al trib. di Brescia, id., id. di Bergamo;

Peluso Erminio, segretario alla procura generale di Brescia, id. sostituto procuratore del Re al trib. civ. e correz. di Brescia;

Ferraroli Pietro, procuratore di Stato presso il trib. provinciale di Mantova, id. sostituto procuratore generale del Re presso la sezione d'appello in Perugia;

Gambara Italo, sostituto procuratore generale del Re presso la sezione d'appello in Perugia, id. procuratore di Stato presso il trib. provinciale di Mantova, conservando il grado di sostituto procuratore generale;

Bellati cav. Luigi, consigliere d'appello a riposo, conferito titolo e grado di presidente di sezione di Corte d'appello.

Con RR. decreti del 17 settembre 1868:

Vitale Giovanni, sostituto procuratore del Re al trib. di Lanciano, dispensato a sua domanda;

Pugno Gaspare, presidente del tribunale civ. e correz. di Susa, promosso alla 1ª categoria;

Mascia Filodemo, giudice del tribunale civ. e correz. di Bari, id. alla 2ª id.;

Fissore Domenico, id. di Biella, id. id.;

Graziani Cesare, id. di Gerace, id. id;

Fontana Paolino, aggiunto giudiziario presso il trib. civ. e correz. di Parma, applicato a quella R. procura, tramutato al trib. civ. e correz. di Piacenza, e gli è assegnato lo stipendio di lire 1,200;

A Cogni Giacomo, id. di Piacenza, id., assegnato l'annuo stipendio di L 1,200;

Niccolosi Pier Francesco, id. di Reggio d'Emilia, tramutato a Parma.

Elenco di disposizioni nel personale giudiziario fatte con decreto del 20 settembre 1868:

Gaetano Giuseppe, nominato conciliatore nel comune di Rosali;

Gangemi Felice, id. di Fiumara;

De Gattis Domenico, id. di Martirano;

Greco Giuseppe, id. di Stignano;

Ferrari Antonio, id. di Sorianello;

Belmusto Luigi, id. di Villa S Giovanni;

Gulli Giuseppe, id. di Montebello;

Satriani Gaetano, id. di Briatico;

De Sanctis Gambino, id. di Vazzano;

Lo Strumbo Nicola, id. di Zungri;

Cavallo Luigi, conciliatore nel comune di Amantea, confermato in detta carica;

Palmisano Antonino, già conciliatore nel comune di Scilla, nominato nuovamente conciliatore in detto comune;

Fortunio Quintiliano, id. di Cataforio, id;

Leggio Giuseppe, id. di Staiti, id.;

Anedda Vittorio, id. di Villanova Tulo, rinominato conciliatore nello stesso comune.

PARTE NON UFFICIALE

INTERNO

MINISTERO D'AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO.

(Divisione 3ª — Sezione Commercio)

Avviso.

Seconda pubblicazione.

Presso la Divisione del Commercio si trovano tuttora alcune medaglie e diplomi di premio riportati alla Esposizione di Parigi. Si pubblica la lista delle persone cui appartengono tali premii, affinchè possano farli ritirare.

Medaglia d'argento:

Siderno Giuseppe, espositore di vino greco, classe 73ª.

Medaglia di bronzo:

Schiavello, espositore di legature di libri, classe 7ª;

Boulart et Compie, espositore di minerale Nichelio, classe 40ª;

Sgarighi, espositore di cereali, classe 67ª;

Caselli Damiano, espositore di vino da tavola, classe 73ª;

Sanfelice, espositore di vino aleatico, cl. 73ª;

Rossi, espositore di metodo di canto, cl. 89ª.

Menzione onorevole:

Bezzi Raffaello, espositore di orologi, cl. 23ª;

Cimbardi Alessandro, espositore di seta da cucire, classe 31ª;

Lucisano Giovanni e Fr., espositori di seta, classe 31ª;

De Mortemart, espositore di cinabro, cl. 40ª;

Nicoli e Rossi, espositori di marmi, cl. 40ª;

Nigra Compuerto, espositore di cocciniglia, classe 43ª;

Sargagna Michele, espositore di canapa, cl 43ª

Petermann Martino, espositore di canapa, classe 43ª;

Toselli Giovanni Battista, espositore di . . . classe 50ª;

Manca Salvadore, espositore di paste, cl. 67ª;

Ferrari, espositore di commestibili, cl. 70ª;

Deliarzi Ignazio, espositore di vino rosso, classe 73ª;

Graziani Ottavio, espositore di vino aleatico, classe 73ª;

Panzani, espositore di vin santo, classe 73ª;

Santini Raffaello, espositore di vini, cl. 73ª.

Firenze, addì 18 agosto 1868.

Il Direttore capo della 3ª Divisione
MAESTRI.

MINISTERO D'AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO.

Esami di licenza della sessione autunnale.

Si rende noto a chi possa avervi interesse che gli esami di licenza della sessione autunnale presso gl'istituti industriali e professionali governativi e pareggiati avranno principio il giorno 26 (ventisei) del corrente mese di ottobre.

Il Direttore capo della 3ª Divisione
MAESTRI.

MINISTERO DI AGRICOLTURA, INDUSTRIA E COMMERCIO.

AVVISO DI CONCORSO.

Si rende noto che sono poste a concorso le cattedre vacanti negli istituti industriali e professionali indicati nel seguente prospetto.

Il concorso sarà per titoli e per esami davanti apposita Commissione.

Coloro che aspirano ad alcune delle cattedre infrascritte dovranno trasmettere a questo Ministero prima del 25 corrente mese le loro domande estese in carta da bollo a lire una, nelle quali sia accennato in modo preciso il posto al quale aspirano e se intendono di concorrere solo per titoli od anche per esami.

Nel caso di concorso a varii posti per parte di uno stesso concorrente esso dovrà trasmettere altrettante domande quanti sono i posti ai quali concorre.

Firenze, 3 ottobre 1868.

Il Direttore Capo della 3ª Divisione
MAESTRI.

Sede degli Istituti e materie d'insegnamento.		Assegno annuo
BOLOGNA — *Istituto industriale e professionale.*		
Macchine e disegno relativo . .	L.	2,200
CAGLIARI — *Istituto industriale e professionale.*		
Agronomia ed estimo (*a*)	»	1,200
Fisica generale ed applicata e storia naturale	»	1,800
FIRENZE — *Istituto industriale e professionale.*		
Topografia e costruzioni	»	3,000
LIVORNO — *Istituto Reale di marina mercantile.*		
Meccanica, fisica e meteorologia	»	2,000
PESARO — *Istituto industriale e professionale.*		
Costruzioni, meccanica applicata e macchine (*b*)	»	1,600
PIANO DI SORRENTO — *Istituto Reale di marina mercantile.*		
Chimica, fisica e meteorologia. .	»	1,600
Navigazione e calcoli relativi . .	»	1,200
SAVONA — *Istituto Reale di marina mercantile.*		
Macchine a vapore e disegno relativo	»	2,000
Navigazione e calcoli relativi . .	»	1,200
TERNI — *Istituto di costruzioni e meccanica.*		
Lettere, geografia, storia e diritto	»	1,600
VENEZIA — *Istituto industriale e professionale.*		
Economia industriale e commerciale e diritto	»	1,760

(*a*) La provincia di Cagliari accorda un supplemento annuo di lire 1,300 talchè l'assegno è di annue lire 2,500.

(*b*) La provincia di Pesaro accorda un supplemento annuo di lire 1,000, talchè l'assegno è di annue lire 2,600.

CASSA CENTRALE DEI DEPOSITI E DEI PRESTITI PRESSO LA DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(*Seconda pubblicazione*)

Coerentemente al disposto degli articoli 178 e 179 del regolamento per le casse dei depositi e dei prestiti, approvato con R. decreto 25 agosto 1863, nº 1444, si notifica, per norma di chi possa avervi interesse, che essendo stato denunziato, nelle debite forme, lo smarrimento della polizza sottodesignata spedita dall'amministrazione della Cassa dei depositi e prestiti di Torino ne sarà rilasciato il duplicato appena trascorsi sei mesi dal giorno in cui avrà luogo la prima pubblicazione del presente, che sarà per tre volte ripetuta ad intervallo di un mese e resterà di nessun valore il titolo precedente.

Polizza nº 3506 in data 19 dicembre 1867 rappresentante un deposito di lire 200 di rendita in cartelle al portatore 1861, fatto da Tavolara Gio. Battista fu Giuseppe di Santa Margherita (Chiavari) per cauzione verso il Ministero della guerra onde ottenere a favore del di lui nipote Figari Bartolomeo, soggetto alla leva militare, il passaporto all'estero, come da atto passato presso la sottoprefettura di Chiavari in data 20 novembre 1867.

Torino, il 9 settembre 1868.

Il direttore capo di divisione
CERESOLE.

Visto, *per l'Amministratore centrale*
GALLETTI.

CASSA CENTRALE DEI DEPOSITI E DEI PRESTITI PRESSO LA DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

(*Terza pubblicazione*).

Coerentemente al disposto degli articoli 178 e 179 del regolamento per le Casse dei depositi e dei prestiti, approvato con R. decreto 25 agosto 1863, nº 1444, si notifica, per norma di chi possa avervi interesse, che essendo stato denunziato, nelle debite forme, lo smarrimento dei recapiti sottodesignati spediti dall'amministrazione della Cassa dei depositi e prestiti di Torino, ne sarà rilasciato il duplicato appena trascorsi sei mesi dal giorno in cui avrà luogo la prima pubblicazione del presente, che sarà per tre volte ripetuta ad intervallo di un mese, e resteranno di nessun effetto i precedenti titoli.

Cartella nº 11444 in data 24 febbraio 1859 rappresentante il deposito di lire 106 50 fatto da Carnevale Alessandro, impresario della strada consortile tra Lu Solero per Cuccaro e Quargnento, e per esso dal suo procuratore Aschieri Giovanni, per indennità di espropriazione di terreni dovuta agli eredi Vallese Francesco.

Cartella nº 23679 in data 11 dicembre 1862 rappresentante il deposito di lire 102 13 fatto da Stuardi Silvestro fu Pietro per sua malleveria quale deliberatario del gabellotto in Riva di Chieri.

Cartella di deposito nº 24719 in data 20 marzo 1863 per L. 600, quale fondo spettante al surrogato ordinario Salvi Emilio Baldassare del 14º regg. fanteria, inscritto al nº 19977 di matricola

Dichiarazione nº 3642 in data 26 settembre 1863 rappresentante un deposito in titoli del consolidato 5 0/0 della rendita di L. 1700 fatto da Dolazza Ambrogio e Poggi Oreste per cauzione del loro contratto 13 settembre 1863 relativo alla fornitura carceraria delle provincie di Modena, Reggio nell'Emilia e Massa e Carrara.

Torino, l'8 agosto 1868.

Il Direttore capo di divisione
CERESOLE.

Visto, *per l'Amministratore centrale*
GALLETTI.

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO.

(*Terza pubblicazione*)

Si è chiesta la traslazione della rendita di L. 110 del consolidato 5 0/0 iscritta al nº 36685 a favore di Virone Diego, di Giuseppe, domiciliato in Favara, allegandosi l'identità della persona del medesimo con quella di Virone Diega, di Giuseppe ecc.

Si diffida chiunque possa avere interesse a tale rendita che, trascorso un mese dalla pubblicazione del presente avviso, e non intervenendo opposizioni, sarà operata la chiesta traslazione.

Torino, 12 settembre 1868.

Per il Direttore Generale
L'Ispettore generale: M. D'ARIENZO.

NOTIZIE ESTERE

INGHILTERRA. — Si legge nel *Morning Post*:

Una delle migliori prove di prudenza data dal Governo provvisorio che ora governa a Madrid è l'ordine che i gioielli della Madonna di Atocha siano depositati nella Banca di Spagna.

Il sapere se quelle ricchezze, una volta rimosse dalla sagrestia di Atocha, vi torneranno, è cosa che bisogna lasciare al futuro, ma in tutti i tempi i governi rivoluzionari negl'imbarazzi finanziari si sono accorti che hanno un diritto naturale sui tesori accumulati dai loro più grandi nemici, i preti. È dunque probabile che in Ispagna, come in Italia, le ricchezze ecclesiastiche saranno confiscate a beneficio del popolo, al quale furono estorte e sottratte per tanti secoli.

Ecco ciò che scrive da Madrid il corrispondente speciale del *Times*:

.....I veri destini del paese non giacciono nelle mani della Giunta di Madrid, ma possono facilmente ed anzi debbono necessariamente essere preparati dalla medesima. Quei 30 signori, che vennero fuori nell'ora del bisogno e si posero al lavoro piuttosto per mutuo consenso ed intelligenza, anzichè per acclamazione popolare, avranno in mano loro la salvezza o la rovina della penisola. La maggior parte di essi sono uomini di carattere, patriotti di lunga prova, uomini di abilità riconosciuta. Appartengono a tre differenti sezioni dell'opinione politica; sono o' donnellisti, ossia unionisti, progressisti e democratici.

Essi professano di aver rinunziato ad ogni considerazione di partito, e di essersi fusi in una grande associazione patriottica, da cui non si debba escludere nessuno, a meno che non appartenga ai moderati di Narvaez, o ai neo-cattolici di Novaliches. Questo amalgamento di principii finora antagonistici, ed anche apertamente ostili, può essere molto praticabile in Ispagna, sebben forse inintelligibile altrove; poichè finora non vi era stato qui alcun conflitto di vedute teoretiche, ma semplicemente di conclusioni pratiche.

Fino ad un tempo molto recente il problema non era chi potesse meglio governare la Spagna, ma chi potesse trarre miglior partito dalla regina e da' suoi favoriti, in modo da costituire il meno insopportabile sgoverno. O'Donnell fu l'ultimo che ne fece l'esperimento nel 1865. Ei vi fallì in parte per la sua mancanza di pacatezza, e in parte pei tradimenti e gli intrighi di Corte. Egli stesso diede il primo colpo verso una reazione che ebbe il suo apice nelle misure arbitrarie di Gonzalez Bravo.

L'idea di O'Donnell fu per altro fruttifera. Quel ch'ei proponeva, era una *unione liberale* colla regina. Ora che la regina è diventata *impossibile*, si deve riorganizzare l'unione liberale, certamente senza la regina, e o con un altro sovrano o senza affatto. I progressisti, specialmente quelli della scuola di Espartero e di Prim, erano antidinastici senza saperlo, o forse senza confessarlo; ma vi erano pure altri progressisti — quelli che avevano fede in Salustiano Olozaga, e i democratici, i quali nel loro cuore ed a chiari detti, l'aveano rotta per sempre colla dinastia.

Siccome i membri sparsi del partito o'donnellista, Serrano, Dulce, ecc, hanno ora imparato alle Canarie che non si poteva in guisa alcuna aver pace colla dinastia, la loro unione con coloro che hanno apertamente dichiarata la guerra alla dinastia è estremamente naturale e può riguardarsi come sincera e durevole.

Spero con ciò di aver sufficientemente spiegata la posizione degli affari di Spagna. Due terzi o forse tre quarti della nazione spagnuola sono certamente rappresentati nella Giunta di Madrid, ed applaudiscono la nuova *Union liberal* da cui sorse. Due terzi o tre quarti della nazione accetteranno quei destini che sarà per preparare la Giunta. La scelta del capo futuro dello Stato e le deliberazioni dell'assemblea costituente sentiranno l'influenza degli atti con cui la Giunta riuscirà ad *educare* la pubblica opinione. Io inclino a riguardare la politica spagnuola siccome una *tabula rasa* su cui si possa scrivere qualunque cosa. È soltanto il primo passo che potrà dar disturbo. Se gli Spagnuoli saranno prudenti o fortunati nella scelta del loro nuovo sovrano, vi sarà poca occasione di litigio sulla preferenza da darsi ad alcuna delle vecchie costituzioni, o ad una nuova.

La scelta di un sovrano sembra difficile unicamente perchè riguardiamo le cose colle idee di epoche anteriori. Si asseriva fermamente esser cosa impossibile che potessero *mai* separarsi gli Spagnuoli e i Borboni, e cionondimeno ora non solo i Borboni sono certamente iti, ma non ci vorrebbe meno di una nuova rivoluzione grandemente più terribile di quante se ne conoscano finora, per riportarli addietro.

Nella guisa medesima si è detto che la Spagna non sopporterebbe *mai* sul trono uno straniero, e cionondimeno la scelta sta ora inevitabilmente fra un principe straniero ed un presidente indigeno; ed io sono persuaso che, qualunque cosa accada, un sovrano, sia egli originario d'Inghilterra, d'Italia, o di Germania, sembrerà sempre a questo popolo *la migliore delle repubbliche*.

AUSTRIA. — Da Praga, 7 ottobre, scrivono:

Verrà aumentata la guarnigione di questa città. — Nella notte di ieri avvennero disordini per parte degli operai a Kladno e Wejhyzka. Non si hanno ancora particolari, però è noto che si dovette requisire due volte il militare.

— E da Pilsen, 8 ottobre:

Dei cartelli, in cui s'invitavano i lavoranti delle fabbriche a prender parte ad un *meeting* da tenersi l'11 corr. sul monte Homolka, furono staccati per ordine delle autorità. Si ha intenzione d'imitare le scene di Praga.

SPAGNA. — Le ultime informazioni che si sono ricevute sugli affari di Spagna rendono conto della formazione del nuovo gabinetto, secondo gli annunzi trasmessi dal telegrafo, e del rifiuto del signor Olozaga di partecipare in qualsia guisa al governo insurrezionale che si è costituito.

Uno speciale telegramma reca i particolari della manifestazione che ebbe luogo il giorno 8 a Madrid in favore della eguaglianza e della libertà dei culti. La folla percorreva le vie al grido di: *Abbasso il Concordato!*

Il movimento anticlericale sembra del resto generale in Ispagna. Gli stabilimenti dei Gesuiti furono chiusi quasi dappertutto. A Cadice i Gesuiti vennero espulsi il 17 settembre cioè lo stesso giorno della rivoluzione. A Siviglia si è collocata la prima pietra di un tempio protestante.

Un dispaccio dell'*Agenzia Havas* riassume in modo alquanto oscuro la corrispondenza telegrafica che si scambiò tra la giunta di Madrid ed il generale Lersundi governatore dell'Avana.

La Giunta aveva informato il generale dei mutamenti politici sopravvenuti nella Spagna, del progetto che vi si era concepito di abolire la schiavitù e di accordare la rappresentanza diretta alle Colonie senza parlare di altre riforme più o meno importanti del regime coloniale.

La risposta del generale Lersundi fu che egli aderiva alla rivoluzione, che garantiva la tranquillità di Cuba e che le riforme accennate gli parevano dover essere favorevolmente accolte nelle Colonie.

A questo proposito si legge in un foglio di

---

formate di fiori d'ambo i sessi, mescolati senza ordine sopra le sue braccia; in altri casi esse sono solamente femminili. I pedicelli sono simili al peduncolo, cernui, ascellari e con una brattea acuminata. Nei fiori mascolini il fondo del calice è quinque-lobato, ed è occupato da un disco di color giallognolo, carnoso, anuliforme e con dieci raggi, con i quali si alternano gli stami. I filamenti sono filiformi, liberi, più corti che il perianto, e sono bianchi. Le antere sono lineatoblunghe e di color giallo. Il perianto de'fiori femminili è quinque-partito, e contiene un ovario purpureo con base involta in un disco giallognolo trigono, e possiede tre logge: in ciascuna di esse vi è un solo ovolo. Dall'apice dell'ovario spunta lo stilo, corto, con tre stimmi; ha piccoli solchi, ed è bianco. Il frutto è una cassula perdente con tre logge monospermi lunga circa quindici millimetri, ovato-ovale con l'apice ottuso e con sei ali strette ed ondulate. I semi sono elittici, lustri, neri e con una caruncola bianca: essi sono lunghi da 7 a 10 millimetri e larghi da 4 a 5 millimetri.

Specie, varietà e caratteri. — Due sono le specie principali di questa pianta: l'una chiamata *yuca amarga* o *brava*, *l'altra dulce* o *boniata*.

In botanica non vi sono caratteri precisi e distinti per riconoscere l'una specie dall'altra, chè anche gli agricoltori non sanno differenziarla a colpo d'occhio. Tuttavia con un poco di attenzione e di pratica si può riuscirvi se le sementi o le radici si mescolassero casualmente; imperocchè il fusto della Yuca *dolce* è meno tubercolato, è di color cioccolatte, ed i rametti sono interamente rotondi: mentre quelli dell'*amara* sono generalmente pentagoni o un poco scannellati.

Oltre a ciò le radici della Yuca *dolce* sono ordinariamente molto più piccole di quelle dell'*amara*, e nel loro centro vi sono fibre legnose, le quali formano una midolla pure legnosa, che all'azione dell'acqua e del fuoco si separa dalla parte feculosa delle radici, la qual cosa non avviene nella Yuca *amara*, le cui radici rimangono sempre un poco dure sebbene sieno cotte.

Anche il sapore delle due è differente: l'*amara* ha un gusto acre e metallico che si manifesta nella camera posteriore della bocca, mentre la *dolce* è molto gradevole.

Ella è cosa di molta importanza la distinzione delle due specie, poichè l'*amara*, a differenza della *dolce*, contiene nel suo stato naturale un principio venefico de' più potenti. Ma non vorrei che ciò spaventasse i nostri agricoltori, poichè quel principio velenoso, come mostrerò a suo luogo, è con molta facilità eliminato. Anzi il succo istesso, dove esso risiede, serve a comporre una salsa saporosa, che qui comunemente si mangia senza nessun pericolo.

Egli è peraltro mio dovere insistere su questo speciale carattere della Yuca *amara* per porgere tutti quei lumi che sono necessari all'esatta conoscenza della sua natura.

I chimici, che analizzarono il succo che esce dalla corteccia della radice sottoposta alla pressione di un torchio, dicono che contiene l'acido *prussico* o *cianitrico*. Il signor Grosourdy nel suo *Compendio de Terapeutica vejetal de las Antillas ecc.* Paris 1864, sostiene invece che è un veleno *sui generis* poichè non cagiona la morte repentinamente come l'acido prussico, se non in certe date condizioni; ma la sua opinione è più una sofisticheria scientifica che una nozione pratica, poichè egli è indubitabile che uccide in poche ore se non si fa volatilizzare con l'azione del fuoco.

Quest'acqua chiamata qui *Yare* uscendo dal torchio è un poco rossiccia o giallognola secondo la varietà della Yuca, ed è molto torbida: nella superficie del liquido si forma presto una spuma molto bianca e sottile e non tarda a fare un deposito nel fondo del vaso che la contiene.

Il Grosourdy nel sostenere la sua opinione circa la natura di questo veleno narra aver fatto il confronto fra l'avvelenamento prodotto dalla radice, con quello cagionato dal sugo bevuto alcuni minuti dopo della sua estrazione. Egli verificò la morte degli animali che mangiarono la radice accadere dopo le 12, 15 e 24 ore, mentre essa fu repentina per quelli che bevvero quest'acqua recentemente estratta.

Non debbo neppur tacere un altro fenomeno che sarebbe degno di studio: questo veleno non produce alcun effetto sinistro nei sorci e nei maiali, anzi in alcuni luoghi della Guayana gli Indiani nutrono questi con le radici della Yuca amara.

I casi di avvelenamento di questo vegetale sono qui rarissimi; e mi è stato difficile l'incontrare un medico che per completare le mie ricerche su questa materia, sapesse indicarmi i sintomi con cui esso si manifesta e gli antidoti impiegati. Io fui sul punto di rinunziarvi, quando mi venne suggerito di dirigermi ad un vecchio dottore creolo, il quale da me richiesto espressamente mi assicurò che due sole volte in 50 anni di esercizio della sua professione ebbe a soccorrere due persone, le quali si erano cibate senza saperlo di un pezzo di questa radice: una di esse rimase vittima della inesperienza per aver fatto ricorso all'arte troppo tardi; l'altra, e fu una donna, guarì e godette sempre di una buona salute.

I sintomi, mi diceva, si manifestano subito dopo l'introduzione della sostanza con un dolore insopportabile nella bocca dello stomaco, seguito da spasimi più acuti nel canale gastro-intestinale e negli intestini: non tarda a presentarsi il vomito con frequenti deposizioni; quindi l'infermo risente un forte dolore di testa con diminuzione e perdita della vista; le estremità inferiori incominciano a raffreddarsi; i battiti del polso diminuiscono gradatamente ed egli muore fra le 12 o le 24 ore.

Gli antidoti che egli ritiene efficaci sono l'onoto (*bixa orejana*) o l'olio caldo di Navona, di cui ignoro il nome botanico, impiegati dopo d'aver somministrato un forte purgante: mi soggiunse anche che, verificandosi nel sofferente debolezza e prostrazione di forze, egli riconobbe ottimi mezzi per la guarigione le frizioni lungo il corpo.

Esaurite in questo modo le nozioni più importanti sulla natura della manihot amara, passo a parlare delle varietà di quella dolce che si coltivano nella valle di Caracas.

Esse si possono distinguere dai seguenti caratteri:

1º Fusti e picciuoli rossicci;

A) Con foglie larghe circa due centimetri; i nervi laterali partono dal nervo principale in un angolo di 60 a 65 gradi; il seno fra i lobi è aperto.

1) Foglie ovato-acuminate (*yuca algodona*).

2) Foglie diptico-acuminate (*yuca negrita*).

B) Con foglie strette, rare volte più larghe di un centimetro: i nervi laterali formano un angolo quasi retto con il nervo principale: il seno fra i lobi è chiuso: i lobi si toccano nella loro base, ed è perciò che il seno fra i lobi è chiuso (*yuca carabita*).

2º Fusti e picciuoli verdastri (*yuca blanchita*).

La *yuca algodona* e l'altra *carabita* sono le varietà più comuni.

La denominazione di *carabita* è derivata dai popoli caribi: l'altra si riferisce alla somiglianza della radice, quando è cotta, al cotone (*Algodon*, A. Ernest) « On the plants cultivated and naturalized in the valley of Caracas and their vernacular names. » In Seemann, *Journal of botany*, 1867, p. 265.

Queste varietà non contengono alcun principio velenoso, anzi sono molto salutari e nutritive.

(*Continua*)

Madrid che una deputazione di proprietarii e di commercianti di Cuba e di Porto-Ricco si è recata dal maresciallo Serrano per fare atto di adesione alla rivoluzione ed a chiedere una partecipazione diretta alle deliberazioni della Giunta rivoluzionaria per i numerosi creoli che si trovano a Madrid. Si sceglierebbero fra loro due o tre delegati fra quelli in grado di conoscere meglio i voti ed i bisogni delle colonie e questi allegati farebbero parte della Giunta. Non si conosce ancora la risposta del maresciallo a questa domanda.

La *Gazzetta di Madrid* ha pubblicata una dichiarazione dei diritti del popolo spagnuolo emanata dalla Giunta rivoluzionaria.

Questa dichiarazione proclama il suffragio universale, la libertà dei culti, la libertà di insegnamento, il diritto di riunione e di associazione pacifica e la libertà di stampa. Da ultimo, come parte delle riforme da operarsi, si annunzia un sistema di concentramento amministrativo inteso a concedere larghe basi all'autonomia delle provincie e dei comuni, l'istituzione del Giury per gli affari criminali, l'eguaglianza davanti alla legge e l'inamovibilità giudiziaria.

TURCHIA. — Scrivono da Costantinopoli 3 ottobre all'*Osserv. Triestino*:

La visita dell'ammiraglio Farragut a Costantinopoli diede motivo ad un nuovo incidente diplomatico. Savfet effendi, ministro interinale degli affari esteri, indirizzò una nota alle legazioni straniere nella quale fa conoscere che il permesso accordato recentemente dal Governo ottomano ad alcuni legni da guerra esteri (l'*Alessandro Newsky* ed il *Franklin*) di passare lo stretto dei Dardanelli ed il Bosforo non era inconciliabile colla dichiarazione contenuta nel trattato di Parigi, ma è da considerarsi semplicemente come la conferma d'una disposizione che il Governo medesimo, nell'esercizio del suo diritto territoriale, ha applicato costantemente. Però la nota dichiara che in avvenire il permesso sarà limitato esclusivamente alle navi da guerra che abbiano a bordo sovrani o capi di Stati indipendenti. Il *Lev. Her.* osserva che siccome il Governo degli Stati Uniti non ebbe parte alcuna nel trattato del 1856, resta a vedersi in qual modo verrà considerata dal Congresso americano questa risposta alquanto assoluta alle sue ultime risoluzioni, che affermano il diritto internazionale delle sue navi d'entrare liberamente nel Mar Nero. — A Bairut furono arrestate alcune persone sospette di aver tentato un movimento in Siria a favore di Mustafà Fazyl pascià. Quest'ultimo nega però di aver avuto la menoma relazione coi supposti autori di siffatta trama, anzi dice che non sentì mai parlare di ciò. Egli si trova tuttora in una villa vicina alla capitale, ove convitò ultimamente A' ali pascià e parecchi altri alti funzionari

PRINCIPATI UNITI. — Il *Diavoletto* riceve da Galatz il seguente dispaccio:

Galatz, 7 ottobre.

Qui avvennero degli eccessi contro gli israeliti; 25 persone rimasero ferite. Telegrammi particolari recano che nell'ultimo decorso sabato il popolo irruppe nella sinagoga e la demolì, stracciò i rotoli della legge e i libri di preghiere spargendone i pezzi sulla via. Venti israeliti sarebbero rimasti feriti, due morti; si teme che gli eccessi si rinnovino. Un telegramma spedito dal Comitato israelitico di Galatz alla Casa bancaria Weikersheim di Vienna suona: « Grandi atti di barbarie, peggiori di quelli del 1859 vennero commessi contro i nostri correligionarii. Tutte le sinagoghe furono demolite, i *thoras* dispersi per le vie; 25 feriti gravemente. Le spaventevoli scene di vandalismo continuano. Le autorità si tengono indifferenti; salvateci. Telegrafate via Tulcia. » Questo telegramma era stato consegnato in Galatz al 6; fu però trattenuto dall'autorità e con ciò si spiega l'invito di rispondere via Tulcia.

GRECIA. — Scrivono da Atene, 3 ottobre, all'*Osserv. Triestino*:

Lunedì la Camera greca ha riprese le sue sedute. Appena si erano radunati i deputati che uno dei membri dell'opposizione, noto per le sue simpatie per l'ex-presidente Cumunduros, interpellò il Governo intorno alla recente modificazione ministeriale. Rispose il presidente signor Bulgaris, e disse che tal cangiamento era divenuto necessario, e poi (soggiunge) i ministri non sono prigionieri, ed hanno tutta la libertà d'allontanarsi dagli affari quando lor pare e piace. Tal linguaggio cagionò qualche rumore nella Camera, il quale crebbe allorquando il ministro della guerra salì sulla tribuna col berretto sul capo; la scena minacciava di farsi strepitosa, e perciò il presidente levò la seduta; erano le 7 e mezzo di sera. Nella seduta di martedì il Governo fu interpellato, per qual motivo, contro la legge fondamentale del regno, impartì al neonato principe greco il titolo di duca di Sparta. La discussione su tal proposito fu animatissima, ed alla fine la pluralità dei voti fu per il Ministero, e la Grecia ha ora anche un duca. Nelle altre due sedute poi, ch'ebbero luogo questa settimana, furono presentati e discussi alcuni progetti di legge sulle imposte.

AMERICA. — Il *Morning Post* ha i seguenti dispacci da Nuova York, 26 settembre:

La Legislatura della Georgia ha nuovamente respinto il *bill* che chiama in servizio la milizia dello Stato.

La Legislatura dell'Alabama ha fatto presentare al presidente una memoria per chiedere l'aiuto delle truppe federali in favor della pace. Dichiara che in quello Stato la esecuzione delle leggi incontra grande opposizione.

— Dopo un lungo combattimento gl'Indiani sono stati cacciati dal Texas.

BRASILE E PLATA. — Il *Times* ha il seguente dispaccio 7 ottobre:

Abbiamo da Buenos-Ayres che il 26 di agosto le truppe brasiliane disfecero la vanguardia paraguaiana, e il 28 assalirono le posizioni fortificate sulla sinistra del Tebicuary e le presero. Lopez ha indietreggiato con una piccola scorta a Villeta, a sette leghe sotto l'Assunzione I prigionieri confermano che Berges è stato fucilato insieme ad altri e due fratelli di Lopez sono stati arrestati. Gli alleati credono che il movimento di Lopez equivale ad una fuga.

INDIA — Il *Times* ha il seguente telegramma da Bombay, 15 settembre (via di Brindisi):

Le notizie dalla frontiera di Huhara dicono che a quanto si crede le truppe si avanzeranno il 10 o il 15. Si dice che il nemico farà resistenza.

Il *Lahore Chronicle* dice che Akhoond Swat ha assalito e ucciso 50 indostanesi. Da Cabul giungono notizie di moti delle tribù ribelli dell'Afghanistan.

Il maggior Tennant che fu mandato ad osservare l'ecclisse del 18 agosto dice che una parte delle sue osservazioni ebbero buon esito e che ha potuto fare delle importanti scoperte scientifiche.

Calcutta, 10 settembre.

Il Durbar di Hyderabad ha sentenziato che cinquantaquattro Rohillas siano deportati a vita per aver preso parte ai disordini dei dominii del Nizam;

Le notizie da Burmah dicono che Meingoon Mentha, figlio ribelle del re di Burmah è stato preso sul territorio inglese e probabilmente sarà portato a Calcutta.

Bombay, 5 ottobre.

La spedizione comandata dal maggior generale Wilde mandata contro i ribelli dell'Huzara si avanzò il 3 corr. al di là dell'Oghee. Il nemico teneva le alture sopra Koodgullee, ma in scarso numero, e fu cacciato. Domani le truppe continueranno la loro marcia.

Sul discorso pronunziato dal Re di Danimarca per occasione dell'apertura del Reichstag, la *Patrie* pubblica l'articolo che segue e che venne già segnalato dal telegrafo:

Il re Cristiano constata con grande moderazione e con molta dignità che le trattative confidenziali intavolate fra la Danimarca e la Prussia per la retrocessione dello Schleswig settentrionale stipulata dal trattato di Praga sono rimaste sin qui senza risultato.

È da notarsi che al momento medesimo in cui il re di Danimarca annunciava in modo così solenne l'aggiornamento delle trattative, il sig. Quaade, ministro danese a Berlino, ritornava a Copenaghen in virtù d'un congedo, e che nello stesso tempo il ministro di Prussia in Danimarca lasciava il suo posto.

Essendo conosciute queste circostanze, la conclusione del discorso del re Cristiano non sembrerà che più imprevista; egli termina infatti col dire che nonostante queste delusioni diplomatiche conserva però la ferma speranza di vedere la Prussia arrivare ad eseguire i suoi impegni.

Se il re di Danimarca conosce un procedimento atto a vincere l'ostinazione prussiana e ad obbligare il gabinetto di Berlino ad uniformarsi scrupolosamente al testo dei trattati, egli renderebbe all'Europa un servigio col palesarlo.

Tuttavia, riflettendovi, noi incliniamo a credere che se il primo movimento della politica prussiana è sempre quello d'invocare il diritto del più forte, il suo secondo movimento la riconduce ad una moderazione relativa.

Che il Gabinetto di Berlino abbia bene spesso il buon desiderio di saltare a piè pari il trattato di Praga, è un fatto che deve sembrare ben difficile a impugnarsi, ma non è meno certo che desso rimane allo stato d'intenzione, e che ogni qualvolta ei pensa seriamente di passare dal pensiero al fatto, gli ritornano alla mente le dichiarazioni formali del Governo francese e si ricorda in modo assai opportuno le parole colle quali l'onorevole ministro di Stato indicò la misura e la direzione in cui la politica francese intendeva tenersi circa gli affari di Germania; ei sa a meraviglia che, affatto decisi per parte nostra a rispettare assolutamente il trattato di Praga, noi non potremmo consentire a vederlo violato a nostro detrimento.

Questa è una situazione perfettamente definita, e la chiarezza medesima di questa situazione ci ha sempre decisi a tenér poco conto delle rodomontate e della petulanza *chauvine* di una certa parte della stampa prussiana.

Noi abbiamo sempre considerate simili manifestazioni come fatti individuali, come risultato di una certa effervescenza dello spirito tedesco, ancora tronfio della sua gloria recente, e non abbiamo mai voluto porre in dubbio che il gabinetto di Berlino non fosse più imbarazzato che soddisfatto; certamente però varrebbe meglio, per la reciproca sicurezza dei due popoli, che questa letteratura provocante fosse radiata.

Per ciò che riguarda la Francia, il suo desiderio, il suo fermo proposito di conservare la pace non potrebbero più essere rivocati in dubbio da nessuna mente ragionevole; oggi ognuno vede chiaramente che la nostra riforma militare, di cui si è menato tanto rumore, era una misura che le nuove circostanze in cui si trova l'Europa e l'armamento prussiano medesimo non ci lasciavano la libertà di differire; ma il carattere puramente difensivo della misura oggi è fuori di contestazione.

In simile situazione, che d'altronde non ci sembra lasciar luogo ad ambagi, noi opiniamo che si debba considerare senza suscettività il modo d'agire della politica prussiana. Questi argomenti sono anticipatamente circoscritti entro i limiti precisissimi dei trattati; è una guarentigia che ci basta, perchè dall'una e dall'altra parte si sa molto bene che non sarebbe violata impunemente.

NOTIZIE E FATTI DIVERSI

La *Perseveranza* pubblica la seguente lettera al Presidente dell'Accademia di belle arti in Milano:

Monza, Villa Reale, 30 settembre.

Signor conte,

Con vera compiacenza ho l'onore di comunicare a codesta Onorevole Presidenza che S. A. R. il Principe di Piemonte ha determinato di istituire un premio annuo di lire quattromila, da assegnarsi all'artista italiano autore del lavoro più commendevole in pittura o scultura fra gli oggetti d'arte che verranno esposti alla mostra di Belle Arti in Milano.

S. A. R. non vuole per nulla vincolare codesta Onorevole Presidenza circa le norme e le discipline che giudicherà opportuno seguire nell'aggiudicare il premio da S. A. R. fondato, nè per la nomina o composizione del Giurì che sarà chiamato a decidere.

Il Principe Reale, pigliando questa determinazione, mirò ad un solo scopo, ed ebbe un solo pensiero: che le Arti Belle abbiano semprepiù a rifiorire in Italia, e gli artisti trovino maggiore eccitamento a far bene.

Accolga, signor conte, ecc.

Il primo aiut. di campo.
E. CUGIA.

— Togliamo dalla *Lombardia*:

La Deputazione provinciale di Milano ha deliberato di aprire una sottoscrizione a vantaggio dei danneggiati dalle inondazioni nella provincia di Milano, e sottoscrive per parte propria la somma di L. 25,000.

Invita i privati che intendessero concorrere in quest'opera di urgente beneficenza ad effettuare il versamento nella Cassa provinciale di Milano.

— Scrive il *Pungolo*:

Favorita da un oscuro cielo, aveva luogo ieri l'illuminazione a fuoco di bengala di quella parte del nostro duomo che è prospiciente la reggia, spettacolo fatto allestire dal municipio in onore di S. M. l'imperatrice di Russia.

La folla era accalcata nella piazza del Duomo e in quella del palazzo fino dalle prime ore della sera, e andò sensibilmente ingrossando, aspettando pazientemente che partisse il segnale dell'illuminazione, che fu dato alle ore 8 e 1/2.

Il primo colore, il bianco, fece spiccare agli sguardi del pubblico plaudente tutti quegli archi e guglie e ornati, come un immenso lavoro in pizzo; poscia cangiossi in rosso, e l'effetto di questo colore strappò le acclamazioni della folla, facendo di quei marmi come un tutto trasparente, di indescrivibile bellezza. Poscia seguì il verde, per effetto non pari agli altri, ma anch'esso graziosissimo.

Tutta la Corte di Russia assistette dalle finestre del palazzo allo spettacolo, che terminò dopo le 9 ore.

— Si legge nella *Gazzetta di Milano*:

Truffatori della peggiore specie hanno in questi giorni messo in pratica uno spediente di nuovo genere, per carpire denaro al pubblico. Essi col pretesto di raccogliere soccorsi pei danneggiati dalle inondazioni, si presentano in varie case, e spiegando delle liste, colle intestazioni a stampa, o col timbro falsificato dei più diffusi giornali della città, e recanti le firme pure falsificate di parecchi cittadini assai noti, raccolgono sottoscrizioni e danari dagli incauti, che non si accorgono d'avere a che fare con dei birbi matricolati.

— Scrive l'*Arena* di Verona:

Ogni giorno si verificano nuovi tratti di abnegazione e coraggio delle truppe formanti la nostra guarnigione che presero parte ai lavori per l'inondazione.

Nella Cascina a Campalto frazione di San Michele extra un distaccamento del 70° reggimento di guarnigione al forte San Michele salvò tutti gli abitanti che erano prossimi ad annegarsi; come pure il brigadiere dei Reali carabinieri della stazione di San Martino che ebbe l'ordine di girare attorno alle cascine che cominciavano ad essere inondate riuscì con un coraggio straordinario, e coll'aiuto di altri militari, a salvare ben 30 persone dal pericolo.

A Campalto un distaccamento del R. Corpo del genio ed altro dei pontieri riescirono colle barche a porre in salvo ben 60 persone, abitanti di piccole case coloniche vicine alla riva del fiume.

Sarebbe lungo il voler enumerare tutti gli atti di abnegazione e di coraggio compiuti dalle R. truppe.

I soldati del genio a S. Zeno rifiutarono tutte le offerte dei cittadini sì di denaro che di oggetti e così pure i pontieri, che più volte dovettero perigliarsi sul fiume per salvare le masserizie; quelli d'artiglieria si prestarono giorno e notte continuamente pel trasporto delle persone sui punti inondati con premura indefessa e con modi gentili; finalmente la direzione del genio militare ed il comando di piazza fecero a gara perchè il servizio e tutti i provvedimenti venissero attuati con quella celerità e precisione insieme, che in tali estremi casi è un indispensabile requisito per ottenere l'effetto. La cittadinanza infatti non può che provare un senso di profonda gratitudine e sappiamo che il municipio nostro inviò ai vari corpi dell'esercito una lettera di ringraziamento e da parte sua mise in opera provvedimenti per alleviare le conseguenze dell'infortunio alle povere famiglie. Anche i sindaci di S. Martino e di San Michele procurano ogni mezzo per assistere di vitto e di ricovero le famiglie che l'inondazione privò di ogni cosa la più necessaria. Anche a loro le dovute lodi,

— Leggesi nei giornali del Belgio:

I telegrafisti del reggimento del genio, col concorso dei pontieri, hanno stabiliti ad Anversa due posti volanti riuniti con un telegrafo subacqueo lungo più di un chilometro, da una riva all'altra della Schelda. Questi posti hanno funzionato con perfetta regolarità durante una gran parte della giornata. Per stabilirli sono bastati 20 minuti. Questo genere di lavoro, al quale d'ora innanzi verranno esercitati i soldati del genio, permetterà di stabilire una rapida comunicazione telegrafica fra due punti corrispondenti delle rive del fiume, come pure fra due parti qualunque delle fortificazioni.

Contemporaneamente alla linea subacquea funzionava un'altra corrispondenza, quella dei *segnatori*. Quelli che hanno potuto vedere un soldato posto sulla diga in faccia alla città, gesticolare colle braccia, non dubitavano probabilmente ch'egli stava facendo conversazione con uno de' suoi camerati posto in una cannoniera del forte Saint-Michel.

Altri esperimenti pieni d'interesse si fanno da qualche tempo dal corpo del genio. Così, fra le altre applicazioni della scienza, vi si fanno frequenti prove di un nuovo apparecchio da palombaro, col mezzo del quale un uomo discende in fondo ad un fiume, vi lavora tranquillamente, fa le ricerche necessarie, e comunica telegraficamente con un posto stabilito sulla riva. Questo è un fatto di grande importanza anche per i lavori idraulici.

— Si legge nel *Times*:

Il rapporto ufficiale su tutte le possessioni dell'impero britannico, che fu presentato al Parlamento durante l'ultima sessione, è stato stampato e messo in circolazione.

L'India inglese è a capo della lista coi suoi 150 milioni d'anime. La sua superficie è di 988,901 miglia quadrate.

L'America britannica del Nord ha 682,360 miglia quadrate di superficie e una popolazione (nel 1861) di 4,007,816 abitanti; Terra Nuova 40,260 miglia quadrate e 130,000 abitanti; l'isola del Principe Edoardo 2,173 miglia quadrate e 90,000 abitanti; la Colombia britannica 213,000 miglia quadrate e 34,816 abitanti, senza contare, ben inteso, il vasto territorio nord-est che non è ancora occupato e che aumenta la estensione dell'America inglese settentrionale di 3 milioni circa di miglia quadrate.

L'Australia, coi suoi 2,582,070 miglia quadrate ha solo la popolazione di circa 2 milioni di abitanti. Nel 1866 si annoveravano officialmente 1,662,055 anime. La estensione dell'Australia occidentale è di 978,000 miglia quadrate, il qual territorio è quasi grande quanto l'India inglese, ma la popolazione nel 1866 era di 21,065 abitanti, meno di un 7000mo della popolazione dell'India.

La superficie di Queensland si calcola essere di 678 000 miglia quadrate con 96,172 abitanti. L'Australia del Sud da 363,328 miglia quadrate, la popolazione è di 163,452 abitanti La Nuova Galles del Sud annovera 323,437 miglia quadrate con una popolazione di 431,912 anime. La Nuova Zelanda 106,259 miglia quadrate, con 208,682 abitanti.

Vittoria, tanto singolare per la grande e rapida prosperità che non si tien conto della estensione comparativa del suo territorio, è di 86,831 miglia quadrate, e nel 1866 la sua popolazione era di 643,912 abitanti, ora è quasi di 700 000. La Tasmania ha 26,225 miglia quadrate con 97,368 abitanti.

L'India occidentale non ha più di 12,683 miglia quadrate e nel 1861 aveva 934,197 abitanti. La Giamaica ha la metà di detto territorio, e meno della metà della popolazione; nel 1861 era di 441,255 abitanti Il Capo di Buona Speranza e Natal compreso hanno 216,755 miglia quadrate e 759,201 abitanti. Ceilan annovera 24,700 miglia quadrate, e 2,088,027 abitanti. Maurizio 708 miglia quadrate, 310,050 abitanti. La Guiana inglese 76,000 miglia quadrate, e 148,026 abitanti (nel 1861). Honduras, 13,500 miglia quadrate e (nel 1861) 25,635 abitanti.

Le altre colonie e possessi territoriali, gli stabilimenti negli stretti, Hong-Kong, gli stabilimenti sulla costa occidentale africana, Labuan, Sant'Elena, le otto isole Falkland, le Bermude, Gibilterra e Malta completano le possessioni del regno della Grande Bretagna, oltre i mari, e comprendono 4,562,006 miglia quadrate di superficie e la popolazione di 161 milioni 486,000 abitanti, la qual cifra dev'essere aumentata dopo la data di questi ragguagli. Aggiungendovi i possessi inglesi del nord-ovest dell'America e la estensione della madre patria si vede che l'impero britannico rappresenta la popolazione di 200 milioni d'anime.

— La carta dell'Africa pubblicata testè dal dotto dottore Lange, ove sono tracciati gli itinerari di tutti i viaggiatori antichi e moderni, tranne quello di Gherardo Rohlfs, ci dimostra che rimane di quel continente solo una quinta parte la quale sia assolutamente inesplorata. (*Ausland*)

— In una foresta vicina a Moenchmotschel (Prussia) si trovava un enorme blocco erratico, col quale un tempo si facevano dei pavimenti. Di sotto quel blocco venne estratto un martello di serpentina ben lavorato; l'amministrazione del Museo di Breslau è in trattative per acquistare quel curioso saggio della industria primitiva dell'uomo. (*Fremdenblatt*)

— Sabato scorso è stata inaugurata a Birmingham la statua di Giacomo Watt. E di marmo di Carrara ed è stata fatta dallo scultore Munzo. Fra i sottoscrittori che hanno dato i fondi necessari sono moltissimi operai. (*Times*)

— Un colono lavorando la terra vicino a Painswick ha trovato degli avanzi importanti di una città romana. (*Id.*)

— Si ha da Bombay, 5 ottobre, col telegrafo anglo-indiano:

Lo steamer *Octavia* reca la notizia che il dottor Livingstone era a una settimana di cammino da Zanzibar. (*Agence Havas*)

ULTIME NOTIZIE

Si hanno al Ministero dei lavori pubblici le seguenti notizie intorno ai guasti prodotti dalle piene:

L'Adige a Legnago nella giornata di ieri decrebbe di 14 centimetri; e di altri 11 centimetri nel corso della notte. Il muro, che attraversa la bocca rotta, e che temevasi potesse essere atterrato, resiste tuttora, ma è sempre ricoperto dalle acque. Progrediscono i lavori per la chiusura della bocca. L'acqua corre ancora con molta velocità verso la porta Ferrara. Il municipio cominciò lo sgombero delle materie fetenti nelle vie asciutte.

In provincia di Mantova continua l'allagamento accennato ieri nel territorio di Curtatone, Quattroville, Borgoforte e Bagnolo. Si lavora attivamente per aprire uno sbocco alle acque.

Continua la decrescenza in tutti i fiumi e nei laghi.

DISPACCI PRIVATI ELETTRICI

(AGENZIA STEFANI)

Madrid, 11.

La Giunta autorizzò il sindaco ad intraprendere alcuni lavori di pubblica utilità.

La sottoscrizione del prestito municipale raggiunse la somma di 500 mila franchi.

Corre voce che il Consiglio di Stato sia stato soppresso.

Fu sciolto il Consiglio della pubblica istruzione.

La Giunta invitò gli abitanti ad assistere il il giorno 13 ai funerali del deputato Vallin che venne fucilato a Montoro.

E giunto Orense. Egli presenterà questa sera in una riunione democratica una proposta in favore della forma repubblicana.

Il march. di Novaliches è in via di guarigione.

Madrid, 11.

Ieri vi ebbe un panico alla Borsa in seguito alla voce di un preteso dispaccio il quale annunziava che Cuba si era separata dalla Spagna. Gli autori del falso dispaccio furono arrestati.

Parigi, 11.

La *France* commenta e sostiene le conclusioni del recente discorso del Re di Danimarca; dice che il buon senso, l'esperienza e il testo dei trattati sono per la Danimarca; soggiunge che la Francia desidera che i negoziati fra la Prussia e la Danimarca abbiano un risultato soddisfacente; conchiude dicendo che la conservazione dello *statu-quo* nello Schleswig è un germe di malessere che bisogna fare scomparire. La Prussia è assai potente oggidì per mostrarsi rispettosa del diritto.

Il *Temps* dice che il Comitato francese per l'emancipazione dei negri ha inviato al governo di Madrid un indirizzo sollecitandolo ad abolire la schiavitù nelle Colonie spagnuole.

UFFICIO CENTRALE METEOROLOGICO

Firenze, 11 ottobre 1868, ore 8 ant.

Il barometro si è alzato di 2 a 4 mm. sulla Penisola. La pressione è generalmente alla media. Cielo variabile. Mare calmo. Dominano i venti di tramontana.

Le pressioni sono alte al nord-ovest d'Europa, e il cielo è nuvoloso al sud-ovest.

Si mantengono ancora le condizioni del tempo variabile.

OSSERVAZIONI METEOROLOGICHE

fatte nel R. Museo di Fisica e Storia naturale di Firenze

Nel giorno 11 ottobre 1868.

	ORE 9 antim.	3 pom.	9 pom.
Barometro a metri 72,6 sul livello del mare e ridotto a zero	mm 758 3	mm 758 1	mm 759 1
Termometro centigrado	20,0	23,0	19,5
Umidità relativa	70,0	63,0	77,0
Stato del cielo	nuvolo	nuvolo	nuvolo
Vento { direzione / forza	NE quasi for.	N quasi for.	N debole

Temperatura massima . . . . + 23,5
Temperatura minima . . . . + 16,5
Minima nella notte del 12 ottobre . . + 15,0

TEATRI

SPETTACOLI D'OGGI.

TEATRO NUOVO, ore 8 — Rappresentazione dell'opera del maestro Mozart: *Le nozze di Figaro.*

TEATRO NICCOLINI, ore 8 — La drammatica Compagnia di E. Meynadier rappresenta: *Fanny Lear.*

TEATRO NAZIONALE, ore 8 — Rappresentazione dell'opera: *Don Checco* — Ballo: *I due tartufi.*

FRANCESCO BARBERIS, *gerente*.

LISTINO UFFICIALE DELLA BORSA DI COMMERCIO (*Firenze*, 12 *ottobre* 1868)

VALORI		VALORE NOMINALE	CONTANTI L	CONTANTI D	FINE CORR. L	FINE CORR. D	FINE PROSSIMO L	FINE PROSSIMO D	NOMINALE
Rendita italiana 5 0/0	god. 1 luglio 1868		56 15	56 10	56 22 1/2	56 20	» »	» »	» »
Impr. Naz. tutto pagato 5 0/0	lib. 1 ott 1868		» »	» »	74 70	74 50	» »	» »	» »
Rendita italiana 3 0/0	» id		35 25	35 15	» »	» »	» »	» »	» »
Obbligaz. sui beni eccles. 5 0/0	» id.		» »	» »	» »	» »	» »	» »	82 25
Obb. 6 0/0 Regia Tabacchi 1868 Titoli provvisori (oro)	»	500	410 »	409 1/2	» »	» »	» »	» »	» »
Imprestito Ferriere 5 0/0	» 1 luglio 1868	45[illegible]	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Obbl. del Tesoro 1849 5 0/0 p. 10	» id.	480	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Azioni della Banca Naz. Toscana	» 1 genn. 1868	[illegible]000	» »	» »	» »	» »	» »	» »	1505
Dette Banca Naz. Regno d'Italia	» 1 luglio 1868	[illegible]	» »	» »	» »	» »	» »	» »	1610
Cassa di sconto Toscana in sott.	»	250	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Banca di Credito italiano	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Azioni del Credito Mobil. ital.	»								
Azioni delle SS. FF. Romane . .	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Dette con prelaz. pel 5 0/0 (Antiche			» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Centrali Toscane)	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Obbl. 5 0/0 SS. FF. Centr. Tosc.	» 1 luglio 1868	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Obblig. 5 0/0 delle suddette . .	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Obblig. 3 0/0 delle SS. FF. Rom.	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Azioni delle ant. SS. FF. Livor.	» 1 luglio 1868	420	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Dette (dedotto il supplemento)	» id.	420	» »	» »	» »	» »	» »	» »	47 1/2
Obblig. 3 0/0 delle suddette CD	» id.	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	162 »
Dette	»	420	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Obblig. 5 0/0 delle SS. FF. Mar.	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Dette (dedotto il supplemento)	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Azioni SS. FF. Meridionali . . .	» 1 luglio 1868	500	» »	» »	238 »	236 »	» »	» »	» »
Obblig. 3 0/0 delle dette	» 1 ott. 1868	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	145 »
Obb. dem. 5 0/0 in s. comp. di 12	» id.	505	» »	» »	» »	» »	» »	» »	430 »
Dette in serie picc.	» id.	505	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Dette in serie non comp.	» id.	505	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Imprestito comunale 5 0/0 obbl.	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Detto in sottoscrizione	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Detto liberato	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
Imprestito comunale di Napoli	»	500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »
5 0/0 italiano in piccoli pezzi . .	» 1 luglio 1868		» »	» »	» »	» »	» »	» »	56 50
3 0/0 idem	» 1 aprile 1868		» »	» »	» »	» »	» »	» »	35 50
Imprestito nazion. piccoli pezzi	» id.		» »	» »	» »	» »	» »	» »	75 50
Nuovo impr della città di Firenze in oro in sott.		250	» »	» »	» »	» »	» »	» »	176 »
Obbl. fondiarie del Monte dei Paschi 5 0/0 . .		500	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »

CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D	CAMBI	Giorni	L	D
Livorno	8			Venezia eff. gar. .	30			Londra . . .	a vista		
dto.	30			Trieste	30			dto.	30		
dto.	60			dto.	90			dto.	90	27 15	27 13
Roma	30			Vienna	30			Parigi . . .	a vista	108 1/4	107 90
Bologna	30			dto.	90			dto.	30		
Ancona	30			Augusta	30			dto.	90		
Napoli	30			dto.	90			Lione	90		
Milano	30			Francoforte . . .	30			dto.	90		
Genova	30			Amsterdam . . .	90			Marsiglia	90		
Torino	30			Amburgo	90			Napoleoni d'oro . .		21 59	21 56
								Sconto Banca 5 0/0			

PREZZI FATTI

5 0/0 56 10 p. 15 corr. — 56 20 - 22 1/2 p. fine corr.

Il sindaco: A. MORTERA.

Direzione compartimentale del Demanio e delle tasse sugli affari in Ancona

Avviso d'asta per la vendita dei beni pervenuti al Demanio per effetto delle leggi 7 luglio 1866, n. 3036, e 15 agosto 1867, n. 3848.

Si fa noto al pubblico che alle ore 10 antimeridiane del giorno di sabato 24 ottobre corrente, in una sala della prefettura di Ancona, alla presenza di uno dei membri della Commissione provinciale di sorveglianza, coll'intervento di un rappresentante dell'Amministrazione finanziaria, si procederà ai pubblici incanti per l'aggiudicazione a favore dell'ultimo migliore offerente dei beni infradescritti.

Condizioni principali:

1. L'incanto sarà tenuto a pubblica gara col metodo della candela vergine e separatamente per ciascun lotto.
2. Nessuno potrà concorrere all'asta se non depositerà a mani di chi presiede all'asta o non comproverà di avere depositato a garanzia della sua offerta in una cassa governativa il decimo del prezzo pel quale è aperto l'incanto. Nel primo caso però l'aggiudicatario dovrà sottostare in proprio alle spese che si dovessero incontrare per far pervenire a mezzo dell'ufficio postale alla tesoreria provinciale la somma depositata.

Il deposito potrà essere fatto anche in titoli del debito pubblico al corso di borsa pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale del Regno* del giorno precedente a quello del deposito, od in titoli di nuova creazione al valor nominale.

3. Le offerte si faranno in aumento al prezzo estimativo dei beni, non tenuto calcolo del valore presuntivo del bestiame, delle scorte morte e delle altre cose mobili esistenti sul fondo e che si vendono col medesimo.
4. La prima offerta in aumento non potrà eccedere il *minimum* fissato nella colonna 10 dell'infrascritto prospetto.
5. Saranno anche ammesse le offerte per procura nel modo prescritto dagli articoli 96, 97 e 98 del regolamento 22 agosto 1867, numero 3852.
6. Non si procederà all'aggiudicazione se non si avranno le offerte almeno di due concorrenti.
7. Entro dieci giorni dalla seguita aggiudicazione, l'aggiudicatario dovrà depositare nella cassa del ricevitore del demanio di Ancona, il 5 per cento del prezzo di aggiudicazione in conto delle spese e tasse di trapasso, di trascrizione e d'iscrizione ipotecaria, salva la successiva liquidazione di esse e delle susseguenti.

La spesa di stampa, di affissione e d'inserzione nei giornali del presente avviso starà a carico dei deliberatari per le quote corrispondenti ai lotti loro rispettivamente aggiudicati.

8. La vendita è inoltre vincolata alla osservanza delle condizioni contenute nel capitolato generale e speciale dei rispettivi lotti; i signori accorrenti all'asta potranno prendere visione dei capitolati, tipi, tabelle ed altri documenti relativi alla vendita nell'ufficio della Direzione demaniale di Ancona dalle 8 antimerid. alle 4 pomeridiane.
9. L'aggiudicazione sarà definitiva e non saranno ammessi successivi aumenti sul prezzo di essa.
10. Il prezzo d'aggiudicazione e l'ammontare presuntivo delle scorte dovrà essere pagato nella cassa del ricevitore demaniale di Ancona.
11. Il riparto dei frutti naturali tra il demanio e l'acquirente resta regolato dal disposto dall'articolo 115 del regolamento precitato e dalle condizioni speciali apposte nel capitolato.

Avvertenza. Si procederà a termini degli articoli 402, 403, 404 e 405 del Codice penale italiano contro coloro che tentassero di impedire la libertà dell'asta, od allontanassero gli accorrenti con promesse di denaro o con altri mezzi sì violenti che di frode, quando non si trattasse di fatti colpiti da più gravi sanzioni del Codice stesso.

N. progressivo dei lotti	N° della tabella corrispondente	COMUNE e vocabolo in cui sono situati i beni	PROVENIENZA	DESCRIZIONE DEI BENI — Denominazione e natura	SUPERFICIE in misura legale E. A. C.	SUPERFICIE in misura antica locale Tav. C.	VALORE ESTIMATIVO dello stabile e sul quale si apre l'incanto	DEPOSITO per cauzione delle OFFERTE	MINIMO DELLE OFFERTE in aumento al prezzo d'incanto	PREZZO presuntivo delle scorte	Spese dei precedenti incanti
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
3	479	Osimo vocabolo S. Paterniano	Capitolo della cattedrale d'Osimo.	Terreno senza casa colonica coltivato da Pietro Staffolani Distinto in mappa Monte S. Pietro al numero 816. Estimo lire 4,562 27. Confina col Regio demanio, la strada, Giorgetti, e Congregazione di carità di Osimo, salvi, ecc.	6 34 30	63 43	66181 73	6619 »	200 »	(*) 868 »	138 56
	207	Osimo vocabolo Albanelli	Idem	Predio con casa colonica composto di un sol corpo di terra, coltivato da Staffolani Pietro. Distinto in mappa Monte San Pietro ai numeri 448, 449, 450, 451, 452, 453, 820, 821. Estimo lire 26,080 77. Confina con la strada pubblica, fosso, Bernardi Anna, salvi ecc. Veggasi il tipo annesso alla Tabella. *NB.* Al suddetto predio viene unito il terreno di cui al numero 479 della Tabella, già esposto infruttuosamente in vendita negli incanti 31 agosto e 28 settembre, formandone così un sol lotto.	32 50 10	325 01					

(*) Escluse le scorte a bestiame.

Ancona, il 4 ottobre 1868.

Il Direttore demaniale: BANCHETTI. 3396

Avviso. 3387

I signori M. Agelasto e figlio di Marsiglia prevengono il pubblico che sono state loro involate:

Ventotto obbligazioni del Mediterraneo;

Ventidue obbligazioni del Credito Fondiario;

Cinque azioni del Gaz ed Alti Forni;

Un'azione delle Messaggerie Imperiali.

I rispettivi numeri e serie delle singole azioni ed obbligazioni sono segnate qui sotto acciocchè colui che le riceve possa arrestarne il corso.

Gaz ed Alti Forni di Marsiglia.
Aprile ed ottobre
Azioni di 600 fr.
N. 34,019 34,020 34,021 34,022 34,023

Messaggerie Imperiali.
Servizi marittimi.
1° gennaio (giugno e dicembre)
N. 108,960.

Credito fondiario.
Obbligazioni 500 fr.
2° Coupon emissione 1853
(1° marzo 1862)

N. 166,291	N. 157,729
» 166,290	» 157,730
» 166,289	» 157,731
» 166,288	» 157,732
» 166,287	» 157,733
» 166,286	» 157,737
» 166,285	» 157,738
» 166,284	» 157,739
» 166,283	» 157,740
» 166,282	

Emissione del 1853.
(19 luglio 1859)
N. 178,188 N. 178,129.

Parigi, Lione e Mediterraneo.
Obbligazione di 500 fr.
(1° maggio 1865)

Serie			
34,992	(1° maggio 1865)	N.	3,499,184
»	»	»	3,499,185
35,410	»	»	3,540,923
»	»	»	3,540,924
»	»	»	3,540,925
»	»	»	3,540,926
»	»	»	3,540,927
»	»	»	3,540,928
»	»	»	3,540,929
»	»	»	3,540,930
»	»	»	3,540,931
»	»	»	3,540,932
9,925	(1° luglio 1869)	»	992,419
8,992	»	»	899,103
»	»	»	899,104
26,513	(1° gennaio 1864)	»	2,651,284
10,977	(1° luglio 1859)	»	1,097,677
23,134	(1° luglio 1862)	»	2,313,398
13,380	(1° luglio)	»	1,337,982
»	»	»	1,337,981
32,800	»	»	3,280,000
32,816	»	»	3,281,501
29,816	»	»	2,981,598
10,478	»	»	1,047,777
3,356	»	»	335,556
26,376	»	»	2,637,519
3,356	»	»	335,557
10,979	»	»	1,097,853

Estratto dai registri

esistenti presso la cancelleria della Corte di appello del distretto di Aquila degli Abruzzi.

La sezione civile della Corte suddetta, sulla domanda di Giovanni Venturi del fu Camillo, negoziante domiciliato in Aquila, tendente ad ottenere la omologazione dell'adozione di Germano Foleca, domiciliato in detto luogo, con deliberazione del dì tre marzo 1868, dispose quanto segue:

« Deliberando in conformità della requisitoria del Pubblico Ministero, di cui adotta la motivazione, dichiara di farsi luogo all'adozione fatta da Giovanni Venturi del fu Camillo, di Germano Foleca di Antonio e di Domenica Ciocca.

« Quindi ordina che il presente decreto sia pubblicato ed affisso in esecuzione dell'articolo dugento diciotto citato Codice non solo nelle tre sale di aspetto di questa Corte di appello, ma ancora all'uscio maggiore d'ingresso nel municipio di questa città. Inoltre sarà inserito nel giornale degli annunzi giudiziari di questo distretto, e nel giornale uffiziale del Regno; e ciò oltre gli adempimenti prescritti dall'articolo 219 del ridetto Codice.

« Così deliberato in Camera di consiglio dai mentovati signori commendatore Ciampa primo presidente, cav. Pantanetti, uffiziale de Conciliis, Parasassi e nobile Fontana, consiglieri, fuori la presenza del Pubblico Ministero e del cancelliere oggi medesimo suindicato dì, mese, ed anno.

« Firmati: Nicola Ciampa, Francesco Pantanetti, Pasquale de Conciliis, Antonio Parasassi, Gianꝑiacomo Fontana, Gaetano Trapassi.

Aquila, 8 aprile 1868.

V°, il reggente la Procura gen. del Re PASCALI.

Per estratto conforme:

Il canc. capo della Corte d'app.

3390 GAETANO TRAPASSI.

Accettazione d'eredità

con benefizio di legge e d'inventario

Si rende noto che in questo medesimo giorno, avanti il sottoscritto cancelliere, l'illustrissimo signor professore Aristodemo fu Francesco Costoli domiciliato a Firenze, ha dichiarato di accettare con benefizio di legge e d'inventario l'eredità relitta dalla di lui sorella Eulalia del detto fu Francesco Costoli, decessa in Prato li 12 settembre detto; quale eredità spettava al ricordato signor Aristodemo Costoli in ordine al testamento del dì 11 settembre p. p., debitamente registrato in Prato li 14 successivo.

Dalla cancelleria della pretura di Prato (città).

Li 3 ottobre 1868.

3383 I. MARTINI, canc.

Estratto di sentenza

per dichiarazione di assenza.

Il Regio tribunale civile e correzionale sedente in Milano, nel giudizio istituito da Giuseppina Tominetti vedova Fumagalli, rappresentata dall'avv. Carlo Poli, con elezione di domicilio presso il medesimo sul corso Porta Romana, n° 9:

Per la dichiarazione di assenza del di lei fratello Giuseppe Francesco Tominetti fu Giovanni nato il 27 luglio 1817 in Milano ed oriundo da M…esina (Novara) già domiciliato in Milano, via Visconti al n° 17…, rosso 3, 5 bianco, visto il disposto degli articoli 24, 25 del Codice civile, ha con sentenza 28 settembre 1868, registrata a Milano li 1° ottobre 1868, numero 9310, libro 69 col pagamento di lire 5 e centesimi 50, dichiarata accertata e stabilita l'assenza di Giuseppe Francesco Tominetti fu Giovanni a far tempo dal 1° aprile 1836 per ogni conseguente effetto di legge.

Il procuratore

3389 AVV. POLI CARLO.

Editto.

Il sottoscritto previene i creditori del fallimento dell'(?)impresa pane per le divisioni militari di Firenze e Livorno che è stata prorogata l'adunanza per la verifica dei titoli di credito alla mattina del 27 corrente, a ore 10.

Dalla cancelleria del tribunale civile di Firenze ff. di tribunale di comm.

Li 10 ottobre 1868.

3394 F. NANNEI, vice canc.

Alessandro Pericciali Borzesi, possidente domiciliato a Boccheggiano in comunità di Montieri, deduce a pubblica notizia che non sarà per riconoscere le obbligazioni di qualsiasi natura che possano venire contratte dal di lui figlio Temistocle Pericciali Borzesi, intendendo in tal modo di diffidare chiunque dal somministrare al detto di lui figlio contanti e generi di ogni specie.

Boccheggiano, li 6 ottobre 1868.

3395 ALESSANDRO PERICCIALI BORZESI

CONVITTO CANDELLERO

Corso preparatorio alla *R. Accademia Militare e R. scuola Militare di Cavalleria, Fanteria e Marina.*

Torino, via Saluzzo, 33. 3000

SITUAZIONE DELLA BANCA NAZIONALE TOSCANA

Al 30 Settembre 1868.

ATTIVO.

	LIRE	LIRE
Portafoglio		26,338,499 53
Firenze	11,073,259 03	
Livorno	2,717,796 53	
Succursali	12,547,443 97	
Imprestiti contro pegno		8,553,263 »
Firenze	3,722,823 »	
Livorno	4,152,380 »	
Succursali	678,060 »	
Recapiti per conto della Banca Nazionale		53,208 73
R. Tesoreria per deposito fruttifero		1,680,000 »
Massa metallica immobilizzata (art. 5, R. decreto 1° maggio 1866)		2,698,496 »
Conto prima montatura		199,007 33
Fondi pubblici		709,206 24
Spese generali		302,940 42
Firenze	49,769 39	
Livorno	51,226 15	
Succursali	76,309 29	
Comuni a tutte le sedi	125,635 59	
Diversi		251,653 99
Cassa		7,323,282 74
		48,109,557 98

PASSIVO.

	LIRE	LIRE
Capitale		10,000,000 »
Biglietti decimali in circolazione		29,318,170 »
Detti in moneta toscana, non tornati a Cassa		130,620 »
Depositi e conti correnti infruttiferi		255,311 86
Firenze	126,923 66	
Livorno	15,430 24	
Succursali	112,957 96	
Depositi e conti correnti fruttiferi		2,623,369 88
Firenze	2,623,369 88	
Livorno	»	
Succursali	»	
Risconto del portaf. e pegni		307,085 25
Sconti, interessi e proventi in massa		1,638,392 86
Firenze	674,598 74	
Livorno	339,348 32	
Succursali	624,445 80	
Massa di rispetto al 31 dicembre 1867		911,655 33
Mandati all'ordine		34,577 68
Azionisti per utili non percetti		10,014 »
Banca Nazionale nel Regno d'Italia come sopra biglietti a mente dell'art. 6, decreto 1° maggio 1866		2,698,500 »
Diversi		146,448 32
Alienazione obbligazioni 15 sett. 1867 »		5,412 80
		48,109,557 98

V° *Il Direttore per la sede di Firenze*
G. G. BERTINI.

Il Ragioniere
A. CARRARESI. 3391

SITUAZIONE DELLA BANCA NAZIONALE

NEL REGNO D'ITALIA

A tutto il giorno 26 Settembre 1868

ATTIVO.

Numerario in cassa nelle sedi e succursali L.	177,889,917 23
Esercizio delle zecche dello Stato »	2,612,365 09
Stabilimenti di circolazione (fondi somministrati) »	12,772,500 »
Portafoglio nelle sedi e succursali »	281,731,312 18
Anticipazioni id. »	58,467,576 79
Effetti all'incasso in conto corr. »	320,257 51
Fondi pubblici applicati al fondo di riserva »	16,003,975 »
Tesoro dello Stato (L. 27 febb. 1856) »	219,793 94
Id. conto mutuo 278 milioni (Regio decreto 1° maggio 1866) »	278,000,000 »
Id. conto anticipazione 100 milioni (Convenzione 12 ottobre 1867) »	77,300,368 02
Immobili »	6,870,925 68
Azioni da emettere »	20,000,000 »
Azionisti, saldo azioni »	15,937,400 »
Debitori diversi »	9,646,003 89
Spese diverse »	2,426,125 06
Indennità agli azionisti della cessata Banca di Genova »	477,777 80
Obbligazioni del debito pubblico 15 settembre 1867 in cassa »	35,568,200 »
Depositi volontari liberi »	134,764,739 25
Depositi obbligatori e per cauzione »	111,084,917 50
Servizio del debito pubbl. in Torino »	33,605 19
	L. 1,242,127,760 13

PASSIVO.

Capitale L.	100,000,000 »
Biglietti in circolazione »	784,053,495 60
Marche da bollo in circolazione »	14,220 »
Fondo di riserva »	16,000,000 »
Tesoro dello Stato conto corr. (disponibile »	»
(non dispon. »	2,679,805 83
Conti corr. (Disponibile) nelle sedi e succursali »	8,683,421 89
Id. (Non disponibile) id. »	31,212,219 79
Biglietti a ordine (art. 21 degli statuti) »	10,481,907 90
Mandati a pagarsi »	7,392 35
Dividendi a pagarsi »	75,880 50
Sottoscrizione per l'alienazione delle obbligazioni 15 settembre 1867 »	1,745,139 63
Creditori diversi »	2,419,565 36
Deposito obbligazioni del debito pubblico 15 settembre 1867 »	35,568,200 »
Depositanti d'oggetti e valori diversi »	245,849,656 75
Risconto del semestre precedente e saldo profitti »	1,231,388 02
Benefizi del semestre in corso »	2,105,465 51
	L. 1,242,127,760 13

Visto: *Pel sindacato governativo*
3392 G. del Castillo.

Per autenticazione
Il Direttore generale: Bombrini.

Avviso per aumento del sesto.

Si rende noto che all'udienza civile di questo tribunale del dì 8 ottobre corrente furono vendute al signor dottor Federigo Ciani, legale, possidente, domiciliato in Rocca San Casciano, per persona da nominarsi, e per il prezzo che appresso, due case poste in Castrocaro, comune di Terra del Sole, e precisamente la prima nel Borgo Fiorentino per lire 3728, l'altra nel Borgo Piano per lire 1571, appartenenti ambedue ai minori del fu Niccola Mini di Castrocaro.

Si avverte inoltre che il termine utile per l'aumento del sesto scade col giorno 23 ottobre corrente.

Dalla cancelleria del tribunale civile e correzionale di Rocca San Casciano

Li 9 ottobre 1868.

Il cancelliere

3400 L. PUCCINI.

Editto.

Il tribunale civile di Firenze, ff. di tribunale di commercio, con sentenza del 9 ottobre corrente, registrata con marca da lire una annullata, ha dichiarato il fallimento di Carlo Buti, merciaio ambulante a Calenzano, ordinando l'apposizione dei sigilli; delegando alla procedura il giudice signor Lodovico Savelli, e nominando in sindaco provvisorio il signor Francesco Baldinotti; ha destinato la mattina del 26 corrente, a ore 10, per l'adunanza dei creditori in Camera di consiglio onde proporre il sindaco definitivo.

Dalla cancelleria del tribunale suddetto.

Li 10 ottobre 1868.

3402 F. NANNEI, vice canc.

COMMISSARIATO GENERALE DELLA R. MARINA

Nel Primo Dipartimento

AVVISO D'ASTA.

Si notifica che nel giorno 19 ottobre 1868, alle ore 12 meridiane, si procederà in Genova, nella sala degli incanti, sita in attiguità all'ingresso principale della Regia Darsena, avanti il Commissario generale a ciò delegato dal Ministero della marina, all'appalto per la provvista nel primo dipartimento durante l'anno 1869 di

Metri cubi 900 di tavole di pino di Riga

per la somma di lire 135,000.

La consegna avrà luogo a terra a cura e spese del deliberatario nel R. arsenale di Genova, nel R. cantiere della Foce od in quello di San Bartolomeo alla Spezia a seconda delle indicazioni del Commissariato generale, indicazioni che il fornitore dovrà chiedere nel termine di due mesi a datare dalla notificazione dell'approvazione del contratto.

La consegna del legname avrà luogo metà 5 mesi dopo la notificazione dell'approvazione del contratto, l'altra metà 4 mesi dopo l'introduzione della prima, restando in facoltà al fornitore d'introdurre tutta la quantità anche prima delle epoche stabilite.

Le più dettagliate condizioni d'appalto sono visibili presso il Commissariato generale, sito nella R. darsena, in tutte le ore d'uffizio di ciascun giorno.

I fatali pel ribasso del ventesimo sono fissati a giorni quindici decorrendi dal mezzodì del giorno del deliberamento.

L'appalto formerà un solo lotto.

Il deliberamento seguirà a schede segrete, a favore di colui il quale nel suo partito firmato e suggellato avrà offerto sul prezzo d'asta un ribasso di un tanto per cento maggiore del ribasso minimo stabilito dal Ministero della marina in una scheda segreta deposta sul tavolo, la quale verrà aperta dopo che saranno riconosciuti tutti i partiti presentati.

Gli aspiranti all'impresa per essere ammessi a presentare il loro partito dovranno depositare la somma di lire 13,500 in contanti o in cartelle del debito pubblico al prezzo corrente nel giorno in cui si eseguirà il deposito. Ed allorchè l'impresa sarà definitivamente deliberata, una tale somma si verserà nella Cassa depositi e prestiti presso l'Amministrazione del debito pubblico, e vi rimarrà fino a che l'impresa non abbia avuto il suo pieno ed esatto adempimento.

Le offerte per questa impresa, accompagnate dal prescritto deposito, saranno eziandio ricevute entro scheda sigillata al Ministero di marina ed ai Commissariati generali degli altri dipartimenti marittimi; avvertendo però che delle offerte medesime non sarà tenuto conto se non perverranno ufficialmente a questo Commissariato prima dell'apertura dell'incanto.

Per le spese d'incanto si depositeranno L. 400 oltre la tassa di registro.

Genova, 4 ottobre 1868.

Il Sottocommissario di marina ai contratti
G. S. CANEPA.

3380

Avviso. 3393

Il sindaco del comune di Castelnuovo di Val di Cecina, provincia di Pisa, rende pubblicamente noto che attesa la mancanza di concorrenti al posto di medico-chirurgo condotto della terra di Castelnuovo di Val di Cecina, viene nuovamente aperto il concorso al posto medesimo in coerenza della consiliare deliberazione del dì 1° ottobre 1868. Oltre gli oneri espressi nell'avviso pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del dì 10 agosto 1868, n. 217, vi sono quelli di prestarsi alle visite necroscopiche ed a quelle delle carni sì macellate che da macellarsi, senza retribuzione di sorta alcuna, e di prestare il servizio sanitario alla frazione di Silano, coll'annuo appuntamento di L. 200, il quale dovrà cessare tosto che in qualche modo cessar dovesse il servizio ridetto.

L'annuo appuntamento, oltre le lire 200 che sopra, dalle lire 1200 è portato alle lire 1400

I concorrenti dovranno presentare le loro istanze in carta bollata di centesimi 50 franche, corredate delle relative matricole, entro giorni 20 decorrendi dalla inserzione del presente avviso nella *Gazzetta Ufficiale* Il posto che sopra dovrà essere ricoperto il primo gennaio 1869.

Li 9 ottobre 1868. *Il Sindaco*. L. BIRELLI.

Comunità di Galliate (Novara)

(Popolazione numero 6688)

Condotta medico-chirurgico-ostetrica vacante.

Si trova vacante in questo comune una delle condotte medico-chirurgico-ostetriche per tutta la popolazione, a cui va annesso l'annuo stipendio di lire 2000. — Gli aspiranti a tale carica rassegneranno al municipio le loro domande prima del 15 p. v. novembre corredate dei rispettivi loro titoli

I medesimi non dovranno oltrepassare l'età di anni 40, e dovranno avere almeno 5 anni di libero esercizio.

La capitolazione è visibile in questa segreteria municipale.

Galliate, li 8 ottobre 1868 *Il Sindaco*: O. MARTELLI. 3399

Città d'Acqui.

Il 3 volgente mese si è proceduto alla settima estrazione delle obbligazioni del prestito municipale 1860 per il rimborso. Le obbligazioni estratte portano i numeri 1, 2, 3, 4, 5, 6. 7, 8. 9, 10, 16 17, 18. 19, 20, 81, 82, 83, 84, 85, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 216, 217, 218, 219, 220. L'interesse sulle obbligazioni predette continuerà a decorrere sino a tutto dicembre prossimo. Il rimborso seguirà nell'integrale valore dopo il 5 gennaio 1869, dietro presentazione delle obbligazioni al tesoriere municipale.

Acqui, 8 ottobre 1868. *Il Sindaco*: FURNO 3398

FIRENZE — Tipografia EREDI BOTTA.